

Proposition

(C)2516

30 mars 2023

Proposition d'adaptation de l'arrêté royal du 4 juin 2021 fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement

Article *7undecies*, § 9, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Version non-confidentielle

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	3
1. CADRE LEGAL	4
1.1. Cadre légal belge	4
1.2. Cadre légal européen	5
2. ANTECEDENTS	6
2.1. Généralités	6
3. CONSULTATION	6
4. COMMENTAIRE DES ARTICLES	7
4.1. Intitulé	7
4.2. Article premier.....	7
4.3. Article 2	7
4.4. Article 3	7
4.5. Article 6	9
4.5.1. Paragraphe 1er	9
4.5.2. Paragraphe 3	9
4.6. Article 7	10
4.6.1. Paragraphe 1 ^{er}	10
4.7. Article 11	10
4.8. Article 19	10
ANNEXE 1.....	11
ANNEXE 2.....	28
ANNEXE 3.....	42

INTRODUCTION

1. Cette proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a pour but d'adapter l'arrêté royal du 4 juin 2021 fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement (ci-après : l' « arrêté royal du 4 juin 2021 ») en vue notamment d'allonger la période pendant laquelle les coûts commandés peuvent être considérés comme éligibles dans le cadre des enchères visant les périodes de fourniture de capacité 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027, d'adapter les seuils d'investissements à l'évolution des coûts et d'apporter quelques précisions jugées nécessaires à l'issue des décisions de classement intervenues dans le cadre des mises aux enchères de 2021 et de 2022.

2. Outre la présente introduction, cette proposition comprend quatre chapitres. Le premier chapitre aborde le cadre légal. Le deuxième chapitre concerne les antécédents. Le troisième chapitre a trait à la consultation publique. Le quatrième chapitre reprend le commentaire des articles. La proposition coordonnée d'arrêté royal, faisant apparaître les modifications apportées par la présente proposition, se trouve en annexe 1.

3. Cette proposition a été adoptée par le Comité de direction de la CREG lors de sa réunion du 30 mars 2023.

1. CADRE LEGAL

1.1. CADRE LÉGAL BELGE

4. L'article 7undecies, § 9, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après : loi électricité), telle que modifiée par la loi du 22 avril 2019, dispose ce qui suit :

« § 9. Concomitamment à l'introduction du dossier de préqualification qui montre dans quelle mesure les critères de recevabilité visés au paragraphe 8 et les critères de préqualification visés au paragraphe 12, alinéa 2, 2°, sont satisfaits, le détenteur de capacité qui souhaite obtenir un contrat de capacité pour plus d'une période de fourniture de capacité, introduit auprès de la commission un dossier d'investissement détaillé et motivé au regard des critères d'éligibilité déterminés en vertu de l'alinéa 4.

Après examen du dossier d'investissement, la commission détermine le classement de la capacité dans une catégorie de capacité.

La commission notifie sa décision au détenteur de capacité et au gestionnaire du réseau au plus tard quinze jours avant la date limite de soumission des offres dans le cadre de la mise aux enchères visée au paragraphe 10. La commission peut motiver sa décision concernant le dossier d'investissement sur la base du rejet du dossier de préqualification par le gestionnaire du réseau. Ce dernier transmet à la commission, avec toute la diligence requise, toutes les informations nécessaires à cet égard.

Sur proposition de la commission, établie après consultation publique et avis du gestionnaire du réseau, le Roi fixe les critères d'éligibilité des coûts d'investissement permettant de classer toute capacité dans une catégorie de capacité, les seuils d'investissements distinguant les catégories de capacité, ainsi que la procédure de classement. »

5. Cette disposition a été commentée comme suit dans les Développements de la proposition de loi ayant abouti à la loi du 22 avril 2019 :

« Le Roi fixe également sur proposition de la CREG établie après consultation publique et après avis du gestionnaire du réseau de transport, les seuils d'investissement qui font la distinction des catégories de capacité ainsi que les critères permettant d'évaluer l'éligibilité des coûts d'investissement pour ces catégories de capacité. Ceci permet la détermination de la durée de la rémunération de capacité. Le nombre de périodes de fourniture de capacité pendant lesquelles le fournisseur reçoit une rémunération de capacité peut être de un, trois, huit ou quinze périodes. Il est à noter que la durée du contrat sera toujours plus longue que la période effective de fourniture de capacité, vu que le contrat sera signé avant la période de fourniture de capacité (potentiellement 4 ans à l'avance). Dès la fin de la mise aux enchères, un contrat sera en effet signé pour assurer le bon suivi et le monitoring (particulièrement important pour la nouvelle capacité) avant que la période de fourniture de capacité ne commence effectivement. »¹

6. L'article 2, 84°, de la loi électricité définit une catégorie de capacité de la façon suivante :

« Catégorie de capacité : catégorie qui comprend des capacités se distinguant par des seuils d'investissement totaux éligibles et à laquelle est attaché un nombre déterminé de périodes de fourniture de capacité pendant lesquelles un fournisseur de capacité reçoit une rémunération de capacité. »

¹ Projet de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité, Doc. Parl., Chambre, session 2018-2019, n° 54-3584/1, pp. 23-24.

7. L'article 2, 77°, de la même loi définit la période de fourniture de capacité comme « la période débutant le 1^{er} novembre et se terminant le 31 octobre inclus de l'année suivante, pendant laquelle les fournisseurs de capacité sont rémunérés pour la mise à disposition de leur capacité ».

8. L'article 7undecies, § 11, alinéa 4, de cette loi détermine les options possibles en matière de nombre de périodes de fourniture :

« Le nombre de périodes de fourniture de capacité pendant lesquelles le fournisseur reçoit une rémunération de capacité, comme déterminé dans le contrat de capacité, est de maximum un, trois, huit ou quinze périodes, en fonction de la catégorie de capacité dont relève la capacité contractée, et maximum une période pour les capacités étrangères indirectes et pour les capacités non prouvées. »

9. L'article 7undecies, § 9, de la loi électricité a été exécuté par l'arrêté royal du 4 juin 2021 fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement.

La présente proposition vise à apporter un certain nombre de modifications à cet arrêté royal.

10. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 juin 2021 contient les seuils d'investissement applicables pour les différentes catégories de capacité associées à un contrat de capacité pluriannuel. Le paragraphe 2 de cet article dispose comme suit :

« La commission établit si nécessaire et au minimum tous les trois ans une proposition sur la nécessité de modifier les seuils d'investissement fixés au paragraphe 1^{er}. Elle transmet cette proposition au ministre et la publie sur son site internet. Cette proposition et le cas échéant, la révision périodique tiendront compte des évolutions technologiques ainsi que des objectifs énergétiques et climatiques belges et européens et des sous-objectifs pour le secteur de la production d'électricité. »

11. Enfin, il convient de faire état d'un avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'énergie, adopté en première lecture par le Conseil des ministres. Cet avant-projet contient notamment une disposition modifiant l'article 7duodecies de la loi électricité autorisant le ministre à donner instruction au gestionnaire du réseau d'organiser une mise aux enchères ponctuelle dans l'hypothèse où il existerait « un risque manifeste pour la sécurité d'approvisionnement dans la zone de réglage belge dans la période précédant la première période de fourniture de capacité du mécanisme de rémunération de capacité ».

1.2. CADRE LÉGAL EUROPÉEN

12. Le 18 février 2022, la Commission européenne a communiqué des « Lignes directrices concernant les aides d'Etat au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022 » (ci-après, les « CEEAG »).

13. En particulier, en ce qui concerne la demande d'aide, les CEEAG précisent, au point 30, que celle-ci peut prendre différentes formes, y compris par exemple, « une offre dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence ». En outre, les CEEAG ajoutent ce qui suit :

« Toute demande doit au moins inclure le nom du demandeur, une description du projet ou de l'activité dont sa localisation, et le montant de l'aide nécessaire à sa réalisation » .

14. Par ailleurs, bien que la demande d'aide doive en principe être introduite avant le début du projet, le point 31 des CEEAG précisent désormais que :

« Dans certaines cas exceptionnels, l'aide peut avoir un effet incitatif même pour des projets ayant débuté avant la demande d'aide. » (La CREG souligne.)

Plus précisément, les CEEAG prévoient désormais trois situations dans lesquelles l'aide est considérée comme ayant un effet incitatif. Ces exceptions sont expressément rendues applicables aux mécanismes de capacités. En particulier, le point 31(a) prévoit qu'une aide est désormais considérée comme ayant un « effet incitatif » si :

« a) l'aide est octroyée automatiquement selon des critères objectifs et non discriminatoires et sans autre exercice d'un pouvoir discrétionnaire de la part de l'État membre, et la mesure a été adoptée et est en vigueur avant le début des travaux sur le projet ou l'activité bénéficiant de l'aide, sauf dans le cas de versions ultérieures du régime fiscal, lorsque l'activité était déjà couverte par les régimes précédents sous la forme d'avantages fiscaux. »

2. ANTECEDENTS

2.1. GÉNÉRALITÉS

15. La CREG a pris des décisions de classement des capacités dans les catégories de capacité dans les cadre des enchères qui se sont déroulées en 2021 et en 2022. Ces deux procédures ont fait apparaître la nécessité d'apporter un nombre limité de clarifications à l'arrêté royal du 4 juin 2021.

16. Par ailleurs, suite à la consultation des acteurs du marché, le cabinet de la Ministre de l'énergie a identifié un certain nombre de modifications à apporter au design, parmi lesquelles la possibilité de prendre en compte des investissements commandés avant la publication des résultats de l'enchère.

3. CONSULTATION

17. Le Comité de direction de la CREG a décidé, en vertu de l'article 23, § 1^{er}, de son règlement d'ordre intérieur, dans le cadre de la présente proposition, d'organiser une consultation publique sur son site Web du 17.02.2023 au 10.03.2023. Celle-ci se limitait aux modifications apportées à l'arrêté royal du 4 juin 2021.

18. Quatre réponses ont été reçues dont deux non-confidentielles (Febeliec et FEBEG) et deux confidentielles (Engie et Centrica). Celles-ci reprennent également les réactions de ces acteurs du marché à la consultation publique organisée concomitamment par la CREG au sujet d'une révision des lignes directrices précisant les conditions d'éligibilité des coûts d'investissement². Par ailleurs, certains points abordés par les répondants dépassent le cadre de ces deux consultations.

² Lignes directrices précisant les conditions d'éligibilité des coûts d'investissement – version 2 [®]2129/2 du 30 mars 2023

19. La CREG a donc établi un rapport de consultation. commun Ceci-ci figure en annexe 2 de la présente proposition. Il traite également les points non visés par la consultation.

20. La proposition a ensuite été soumise à Elia pour avis conformément à l'article 7undecies, §9 de la loi électricité. Elia a remis son avis le 29 mars 2023. Les éléments de cet avis relatifs aux points soumis à la consultation ainsi que leur analyse figurent en annexe 3 de la présente proposition.

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

21. Dans cette section ne sont repris que les commentaires relatifs aux modifications de fond apportées à certains articles de l'arrêté royal du 4 juin 2021. Pour plus de clarté, les articles auxquels il est fait référence sont ceux de l'arrêté royal du 4 juin 2021, et non de l'arrêté royal modificatif.

Les modifications de pure forme ne font pas l'objet d'un commentaire.

4.1. INTITULÉ

22. Par souci de clarté, il est proposé de préciser l'intitulé de l'arrêté royal du 4 juin 2021 en précisant qu'il s'agit du classement dans les catégories de capacité, et que ce classement intervient dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité.

4.2. ARTICLE PREMIER

23. La définition du terme « programme journalier » est améliorée et actualisée, notamment pour tenir compte de l'évolution de la base légale. Il est ainsi fait désormais référence au code de bonne conduite de la CREG adopté en application de l'article 11, § 2, de la loi électricité.

4.3. ARTICLE 2

24. Le dernier alinéa du paragraphe 1^{er} est modifié dans la mesure où le classement des capacités étrangères indirectes et des capacités non-prouvées dans la catégorie de capacité associée à contrat de capacité d'un an ne constitue pas une dérogation à l'alinéa 1^{er} de ce paragraphe.

4.4. ARTICLE 3

25. Le caractère incitatif d'une aide implique que celle-ci ne doit pas servir à soutenir une activité que son bénéficiaire aurait de toute façon réalisée, ni à compenser le risque commercial normal inhérent à une activité économique. Ceci implique, en principe, du point de vue temporel, que les aides doivent toujours être sollicitées et obtenues avant le commencement du projet, c'est-à-dire au minimum, avant tout engagement inconditionnel des dépenses/investissements projetés. Toutefois, les CEEAG précisent désormais que, « **[d]ans certains cas exceptionnels, l'aide peut avoir un effet incitatif même pour des projets ayant débuté avant la demande d'aide** ». Plus précisément, les CEEAG prévoient **trois situations** dans lesquelles l'aide est considérée comme ayant un effet incitatif même si

elle intervient postérieurement à la décision d'investissement³. Ces exceptions sont expressément rendues applicables aux mécanismes de capacités⁴.

26. Dans le cadre du CRM belge, deux enchères sont organisées par période de fourniture, ce qui permet l'octroi de contrats pluriannuels quatre ans ou un an avant la période de fourniture. Ces deux moments possibles de remise d'offre permettent au candidat CRM d'attendre le résultat de l'enchère avant de s'engager financièrement. Pour les investissements dont le financement est subordonné à l'octroi d'un contrat de capacité pluriannuel, la décision de participer à l'enchère Y-4 ou à l'enchère Y-1 est donc notamment fonction de l'anticipation par le candidat CRM du temps nécessaire entre le moment où la commande ferme est passée et le moment de la finalisation des travaux.

27. Les lignes directrices adoptées par la CREG en juin 2021⁵ permettent la signature d'un contrat préalablement à la publication du résultat de l'enchère, mais, cette possibilité est assortie de la condition que ce contrat contienne une clause suspensive (de façon à respecter le caractère incitatif de l'aide) :

« La date de signature d'un contrat peut être antérieure à la date de publication des résultats de l'enchère à la condition que ce contrat contienne une condition suspensive/résolutoire si la capacité n'est pas retenue lors de cette enchère spécifique et pour autant que l'ordre de démarrage du projet (notification to proceed) ne soit pas antérieure à la date de publication des résultats de la mise aux enchères. »

28. Compte tenu des bouleversements profonds et soudains des conditions de marché n'ont pas permis à certains candidats CRM d'anticiper l'allongement des délais de fourniture, l'évolution du besoin de capacités, ou l'essor de certaines technologies. Dès lors, pour les périodes de fourniture 2024/25, 2025/26 et 2026/27 pour lesquelles seule la participation à l'enchère Y-1 est encore possible, ces évolutions rendent l'accès à un contrat pluriannuel difficile. En effet, pour garantir la disponibilité de la capacité en début de période de fourniture, des commandes fermes devraient être passées préalablement à la publication du résultat des enchères. Sans une adaptation de l'arrêté royal du 4 juin 2021, les coûts de ces commandes seront considérés comme non-éligibles, ce qui peut impacter le classement de la capacité dans une catégorie de capacité, voire rendre l'obtention d'un contrat pluriannuel impossible.

29. La CREG propose donc d'utiliser la possibilité offerte par les CEEAG de 2022 et, à titre exceptionnel, de considérer que l'aide peut avoir un effet incitatif pour des projets ayant débuté avant la demande d'aide.

30. Dans ce but, un troisième alinéa est ajouté au paragraphe 1^{er}. Il vise, pour un nombre limité d'enchères, à assouplir le critère temporel d'éligibilité des coûts d'investissement pris en compte en vue du classement des capacités dans les catégories de capacités.

³ Point 31 des CEEAG.

⁴ Point 329 des CEEAG : « [I]es règles concernant l'effet incitatif prévues aux points 29, 30, 31 et 32 s'appliquent ».

⁵ Lignes directrices de la CREG (R)2129 du 10 juin 2021 précisant les conditions d'éligibilité des coûts d'investissement.

4.5. ARTICLE 6

4.5.1. Paragraphe 1er

31. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 4 juin 2021 fixe les seuils d'investissements à atteindre pour obtenir un classement dans une catégorie de capacité à laquelle un contrat de capacité pluriannuel est associé.

32. Conformément au deuxième paragraphe de cet article, la CREG est chargée établir, si nécessaire et au minimum tous les trois ans, une proposition sur la nécessité de modifier les seuils d'investissement.

33. La CREG estime qu'il est nécessaire de procéder à une modification des seuils d'investissement pour les raisons suivantes :

- les seuils d'investissements ont été fixés en 2021 tenant compte des coûts d'investissement à ce moment ;
- les dossiers d'investissement introduits auprès de la CREG dans le cadre des enchères 2021 et 2022 ont fait apparaître, sur la base d'offres remises par des contractants EPC⁶, une hausse sensible des coûts pour des projets similaires, de l'ordre de 30 % entre les deux enchères ;
- le consultant Afry, dans son rapport d'octobre 2022⁷ réalisé à la demande d'Elia, évalue l'augmentation des coûts d'EPC à 30,9% ;
- une hausse de l'inflation de l'ordre de 5% est attendue pour 2023.

Tenant compte de ces éléments factuels, la CREG propose d'appliquer au niveau actuel des seuils un taux de croissance de 30%.

4.5.2. Paragraphe 3

34. La CREG propose de supprimer ce paragraphe compte tenu de sa redondance avec l'article 7undecies, § 17, de la loi électricité, rédigé comme suit :

« Si le Roi ou le ministre décide de s'écarter des propositions visées au cet article, il en indique expressément les raisons dans sa décision, délibérée en conseil des ministres. »

⁶ EPC: Engineering, Procurement, Construction (projet clé en main)

⁷ Update of Peer review of "Cost of capacity for calibration of Belgian CRM" October 2022

4.6. ARTICLE 7

4.6.1. Paragraphe 1^{er}

35. La CREG propose de supprimer la référence à l'article *7undecies*, qui ne revêt aucune utilité.

36. Le troisième alinéa reprend une liste d'éléments qu'un dossier d'investissement doit contenir au minimum. L'adaptation proposée au 6° vise à préciser que les coûts à fournir comprennent les coûts éligibles mais également les coûts non-éligibles ainsi que le coût total de l'investissement.

Cette proposition est motivée, d'une part, par le fait que ces informations sont importantes en vue de permettre de relever d'éventuelles incohérences dans un dossier d'investissement et, d'autre part, par une nécessaire mise en concordance avec l'article 13, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 4 juin 2021 qui prévoit que ces informations sont fournies dans le dossier de clôture d'investissement.

4.7. ARTICLE 11

37. L'ajout d'un quatrième alinéa vise à éviter de prendre une décision de classement pour une capacité qui n'a pas été préqualifiée et n'est donc pas en mesure de participer à l'enchère et d'obtenir un contrat de capacité. Sur la base de la rédaction actuelle de l'arrêté royal du 4 juin 2021, la CREG devrait en principe classer une telle capacité dans une catégorie de capacité.

4.8. ARTICLE 19

38. L'article 19 fixe les conditions auxquelles un expert technique doit répondre. Parmi celles-ci, figure l'interdiction d'avoir été rémunéré par le détenteur ou le fournisseur de capacité ou par une société liée au cours des deux années qui précèdent sa désignation. L'adaptation proposée au paragraphe 1^{er}, 1°, a) introduit une exception à l'application de cette condition lorsque la seule prestation rémunérée de l'expert technique au cours de ces deux années concerne l'établissement d'un certificat dans le cadre d'un dossier d'investissement antérieur.



Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Laurent JACQUET
Directeur

Andreas TIREZ
Directeur

Koen LOCQUET
Président f.f. du Comité de direction

ANNEXE 1

Arrêté royal fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement des capacités dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité

<p>4 JUIN 2021. - Arrêté royal fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement des capacités dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité</p> <p>CHAPITRE 1er. – Définitions</p> <p>Article 1^{er}. § 1^{er}. Les définitions contenues dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, dénommée ci-après " la loi du 29 avril 1999 ", s'appliquent au présent arrêté.</p> <p>§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :</p> <p>1° " seuil d'investissement " : le niveau des coûts éligibles, exprimé en euros par kW, à partir duquel une capacité peut être classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum quinze, huit ou trois périodes de fourniture de capacité;</p> <p>2° " expert technique " : l'expert répondant aux conditions de désignation fixées à l'article 198;</p> <p>3° " coûts éligibles " : les coûts liés à un investissement dans une capacité, à prendre en considération en vue du classement de la capacité dans une catégorie de capacité;</p> <p>4° " capacité " : puissance associée à un point de livraison;</p> <p>5° " capacité existante " : capacité qui, au moment de l'introduction du dossier de préqualification, a déjà été en mesure d'injecter de l'électricité ou d'en réduire le prélèvement sur le marché ou en aval du compteur;</p> <p>6° " capacités liées " : des capacités établies sur un même site géographique, entre lesquelles il</p>	<p>4 JUNI 2021. - Koninklijk besluit tot vaststelling van de investeringsdrempels, de criteria voor het in aanmerking komen van investeringskosten, en de procedure van klassering van de capaciteiten in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme</p> <p>HOOFDSTUK I. - Definities</p> <p>Artikel 1. § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna "de wet van 29 april 1999" genoemd, zijn van toepassing op dit besluit.</p> <p>§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:</p> <p>1° "investeringsdrempel": het niveau van de in aanmerking komende kosten, uitgedrukt in euro per kW, vanaf hetwelk de capaciteit kan worden geklasseerd in een capaciteitscategorie die verband houdt met een capaciteitscontract voor maximaal vijftien, acht of drie leveringsperioden van capaciteit;</p> <p>2° "technisch expert": de expert die beantwoordt aan de in artikel 198 vastgestelde aanwijzingsvoorwaarden;</p> <p>3° "in aanmerking komende kosten": de kosten in verband met een investering in een capaciteit, die in aanmerking moeten worden genomen bij de klassering van de capaciteit in een capaciteitscategorie;</p> <p>4° "capaciteit": vermogen geassocieerd met een leveringspunt;</p> <p>5° "bestaande capaciteit": capaciteit die op het ogenblik van de indiening van het prequalificatiedossier reeds in staat was om elektriciteit te injecteren of de afname ervan op de markt of na de meter te beperken;</p> <p>6° "gekoppelde capaciteiten": capaciteiten die op dezelfde geografische locatie zijn gevestigd,</p>
---	---

<p>existe un lien de nécessité et de cohérence technique et qui n'ont pas la possibilité de s'agréger en raison de leur obligation d'introduire un programme journalier;</p> <p>7° " offre agrégée " : dossier introduit dans le cadre de la procédure de préqualification et qui comprend une combinaison d'au moins deux capacités;</p> <p>8° " gestionnaire d'une offre agrégée " : toute personne physique ou morale mandatée par les détenteurs des capacités reprises dans une offre en vue de la participation de manière agrégée de ces capacités au mécanisme de rémunération de la capacité;</p> <p>9° " même site géographique " : une même parcelle cadastrale, ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës, ou plusieurs parcelles cadastrales non contiguës mais qui font partie d'un ensemble de parcelles proches, que cet ensemble soit ou non traversé par une voirie publique;</p> <p>10° " puissance nominale de référence " : la puissance maximale qu'une capacité est susceptible d'offrir dans le mécanisme de rémunération de capacité.</p> <p>11° " programme journalier " : le programme, <u>exprimé en MW, de production ou de consommation d'une unité du marché de capacité (en MW), et</u> donné sur une base quart-horaire et imposé par <u>le contrat type relatif partie (a) de l'article II.4 § 1 des termes et conditions du</u> responsable de la programmation <u>conformément au code de bonne conduite pour l'électricité visé à l'article 11, § 2, de la loi du 29 avril 1999, (élaborées par le gestionnaire du réseau conformément aux articles 46, 49 et 52 du règlement (UE) 2017/1485 de la commission du 2 août 2017 et de l'article 246 jusqu'à 252 et article 377 du règlement technique fédéral),</u> fourni au gestionnaire du réseau en day-ahead et mis à jour conformément aux <u>dispositions du contrat type précité règles des termes et conditions.</u></p>	<p>waartussen een verband van noodzaak en technische samenhang bestaat en die niet kunnen worden geaggregeerd omwille van hun verplichting om een dagelijks programma te verstrekken;</p> <p>7° "geaggregeerde offerte": dossier dat in het kader van de prequalificatieprocedure wordt ingediend en dat een combinatie van ten minste twee capaciteiten omvat;</p> <p>8° "beheerder van een geaggregeerde offerte": elke natuurlijke of rechtspersoon die door de houders van capaciteiten die opgenomen zijn in een offerte, is gemachtigd om deze capaciteiten op geaggregeerde wijze te doen deelnemen aan het capaciteitsvergoedingsmechanisme;</p> <p>9° "dezelfde geografische locatie": eenzelfde kadasterperceel, of meerdere kadasterpercelen die aan elkaar grenzen, of meerdere kadasterpercelen die niet aan elkaar grenzen maar deel uitmaken van een geheel van dicht bij elkaar liggende percelen, ongeacht of er al dan niet een openbare weg door dat geheel loopt;</p> <p>10° "nominaal referentievermogen": het maximale vermogen van een capaciteit dat in het capaciteitsvergoedingsmechanisme kan worden aangeboden.</p> <p>11° "dagelijks programma": het productieprogramma, <u>uitgedrukt in MW of het verbruiksprogramma</u> van een eenheid in de capaciteitsmarkt (in MW), gegeven op kwartierbasis, opgelegd <u>door het standaardcontract met betrekking tot de verantwoordelijke voor deel (a) van artikel II.4 § 1 van de voorwaarden voor de</u> programmatie-agent, <u>uitgewerkt door de netbeheerder</u> in overeenstemming met de artikelen 46, 49 en 52 van Verordening (EU) 2017/1485 van de Commissie van 2 augustus 2017 tot vaststelling van richtsnoeren betreffende het beheer van elektriciteitstransmissiesystemen, en artikel 246 tot 252 en artikel 377 van het federaal technisch <u>reglemente gedragscode voor elektriciteit bedoeld in artikel 11, § 2 van de wet van 29 april 1999,</u> en verstrekt aan de netbeheerder in day-ahead en geactualiseerd met de <u>regels uit de</u></p>
---	--

CHAPITRE II. - Méthode de classement d'une capacité dans une catégorie de capacité

Art. 2. § 1er. Dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité, toute capacité préqualifiée relève d'une des catégories de capacité suivantes :

- 1° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité;
- 2° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité;
- 3° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité;
- 4° une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant une seule période de fourniture de capacité.

A défaut de classement par la commission d'une capacité dans une des catégories de capacité visées à l'alinéa 1er, 1° à 3°, la capacité relève automatiquement de la catégorie de capacité visée à l'alinéa 1er, 4°.

~~Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, u~~Une capacité étrangère indirecte et une capacité non prouvée relèvent automatiquement de la catégorie de capacité visée à l'alinéa 1^{er} associée à un contrat de capacité couvrant une seule période de fourniture de capacité.

§ 2. Pour classer une capacité dans une catégorie de capacité, la commission examine, sur la base du dossier d'investissement visé à l'article 7, si les coûts éligibles d'un investissement envisagé, au sens de l'article 3, pour une puissance éligible au sens de l'article 4, atteignent ou dépassent au moins un des seuils d'investissement fixé à l'article 6.

Art. 3. § 1er. Seuls Les coûts d'investissement éligibles, à l'exclusion des autres coûts, sont pris en compte en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité.

Les coûts éligibles sont les dépenses d'investissement initiales et non-récurrentes, commandées à partir de la date de la publication des résultats de la mise aux enchères au cours de

voorwaardenbepalingen in eerder genoemd standaardcontract;

HOOFDSTUK II. - Methode voor het klasseren van een capaciteit in een capaciteitscategorie

Art. 2. § 1. In het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme valt elke geprekwalificeerde capaciteit onder een van de volgende capaciteitscategorieën:

- 1° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal vijftien perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
- 2° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal acht perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
- 3° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat maximaal drie perioden van capaciteitslevering bestrijkt;
- 4° een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat één enkele periode van capaciteitslevering bestrijkt.

Bij gebrek aan klassering door de commissie van een capaciteit in een van de in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde capaciteitscategorieën, valt de capaciteit automatisch onder de in het eerste lid, 4°, bedoelde capaciteitscategorie.

~~In afwijking van het eerste lid, vallen e~~En indirecte buitenlandse capaciteit en een niet bewezen capaciteit automatisch onder de capaciteitscategorie bedoeld in het eerste lid verbonden aan een capaciteitscontract dat één enkele periode van capaciteitslevering bestrijkt.

§ 2. Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te klasseren, onderzoekt de commissie op basis van het in artikel 7 bedoelde investeringsdossier of de in aanmerking komende kosten van een geplande investering in de zin van artikel 3 voor een in aanmerking komend vermogen in de zin van artikel 4 minstens één van de in artikel 6 vastgelegde investeringsdrempels bereiken of overschrijden.

Art. 3. § 1. Voor de klassering van een capaciteit in een capaciteitscategorie wordt enkel rekening gehouden met in aanmerking komende kosten, met uitsluiting van andere kosten.

De in aanmerking komende kosten zijn de initiële en niet terugkerende investeringsuitgaven die worden besteld vanaf de datum van publicatie van de resultaten van de veiling waarop de offerte met betrekking tot

laquelle l'offre relative à cette capacité est retenue et réalisées au plus tard le jour précédant le premier jour de la période de fourniture de capacité, nécessaires à la construction et/ou à la fourniture des éléments techniques physiques essentiels de la capacité, et aux fins d'offrir au marché belge de la capacité additionnelle dès la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.

Par dérogation à l'alinéa 2, les dépenses d'investissement commandées jusqu'à un an précédant la date de la publication des résultats de la mise aux enchères au cours de laquelle l'offre relative à cette capacité est retenue sont éligibles, à condition que l'offre retenue concerne une période de fourniture de capacité pour laquelle, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du [DATE] [modifiant l'arrêté royal du 4 juin 2021...] une mise aux enchères quatre avant ne puisse plus/pas être organisée.

§ 2. Pour les capacités existantes, les dépenses ayant pour effet d'offrir de la capacité additionnelle sont les dépenses suivantes :

1° les dépenses dont il est démontré qu'elles sont rendues nécessaires pour permettre à la capacité de se mettre en conformité avec de nouvelles normes dont le respect est exigé dans le cadre de la préqualification;

2° les dépenses nécessaires pour augmenter la puissance nominale de référence de la capacité ou la durée de vie technique de l'installation;

3° pour les capacités étrangères directes, les dépenses nécessaires au raccordement de l'unité à un réseau relevant de la zone de réglage belge.

§ 3. Après consultation des acteurs du marché, la commission établit des lignes directrices en vue de préciser les conditions d'éligibilité des coûts définis aux paragraphes 1er et 2.

Art. 4. En vue de permettre le classement d'une capacité dans une catégorie de capacité, il est tenu compte de la puissance nominale de référence de la capacité après l'investissement envisagé.

deze capaciteit is aanvaard en die ten laatste de dag voorafgaand aan de eerste dag van de periode van capaciteitslevering worden uitgevoerd en die noodzakelijk zijn voor de bouw en/of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit, en om de Belgische markt extra capaciteit aan te bieden vanaf de eerste periode van capaciteitslevering die door het capaciteitscontract wordt bestreken.

In afwijking van lid 2 komen bestelde investeringskosten in aanmerking tot één jaar vóór de datum van publicatie van de resultaten van de veiling waarin het bod op deze capaciteit is weerhouden, op voorwaarde dat het weerhouden bod betrekking heeft op een periode van capaciteitslevering waarvoor op het tijdstip van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van [DATUM] [tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juni 2021 ...] vier jaar voordien geen veiling (meer) kon worden georganiseerd.

§ 2. Voor de bestaande capaciteiten zijn de uitgaven die tot gevolg hebben dat er aanvullende capaciteit wordt aangeboden, de volgende:

1° de uitgaven waarvan is aangetoond dat ze noodzakelijk zijn gemaakt om de capaciteit in overeenstemming te kunnen brengen met nieuwe normen die dienen te worden nageleefd in het kader van de prekwificatie;

2° de uitgaven die nodig zijn om het nominaal referentievermogen van de capaciteit of de technische levensduur van de installatie te verhogen;

3° voor rechtstreekse buitenlandse capaciteiten, de uitgaven die nodig zijn om de eenheid aan te sluiten op een netwerk dat binnen de Belgische regelzone valt.

§ 3. Na raadpleging van de marktdeelnemers kan de commissie richtsnoeren uitvaardigen om de in paragrafen 1 en 2 bepaalde voorwaarden voor het in aanmerking komen van de kosten te specificeren.

Art. 4. Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te kunnen klasseren, moet rekening worden gehouden met het nominaal referentievermogen van de capaciteit na de beoogde investering

<p>Art. 5. § 1er. Chaque capacité composant une offre agrégée fait l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité. Sur la base du classement des capacités, la commission détermine, le cas échéant, les différentes combinaisons de classement des capacités et associe chaque combinaison à une puissance nominale de référence maximale correspondant à la somme des puissances nominales de référence des capacités composant l'offre agrégée classées dans une catégorie de capacité égale ou supérieure à la catégorie de capacité donnée. Le gestionnaire de l'offre agrégée choisit, sur cette base, la catégorie de capacité applicable à l'offre agrégée.</p> <p>§ 2. Pendant la période de validité du contrat de capacité, le remplacement d'une capacité reprise dans une offre agrégée par une autre capacité peut se faire aux conditions suivantes :</p> <p>1° la capacité de remplacement doit au préalable avoir été classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant un nombre de périodes de fourniture de capacité égal ou supérieur au nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité du contrat en cours, ou disposer d'un nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité au moins équivalent au nombre résiduel de périodes de fourniture de capacité du contrat en cours;</p> <p>2° la capacité de remplacement ne peut faire l'objet d'un contrat de capacité en cours.</p> <p>Art. 6. § 1er. Les seuils d'investissement en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité sont les suivants :</p> <p>1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité :</p> <p>a) 360 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères 2021 et 2022; b) 468 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères organisées à partir de 2023;</p>	<p>Art. 5. § 1. Elke capaciteit die deel uitmaakt van een geaggregeerde offerte wordt geklasseerd in een capaciteitscategorie. Op basis van de indeling van capaciteiten bepaalt de commissie in voorkomend geval de verschillende klasseringscombinaties ervan en koppelt ze elke combinatie aan een maximaal nominaal referentievermogen dat overeenkomt met de som van de nominale referentievermogens van de capaciteiten van de geaggregeerde offerte die zijn ingedeeld in een capaciteitscategorie die gelijk is aan of hoger is dan de bepaalde capaciteitscategorie. Op basis daarvan kiest de beheerder van de geaggregeerde offerte de capaciteitscategorie die op de geaggregeerde offerte van toepassing is.</p> <p>§ 2. Tijdens de geldigheidsduur van het capaciteitscontract kan een capaciteit uit een geaggregeerde offerte worden vervangen door een andere capaciteit onder de volgende voorwaarden:</p> <p>1° de vervangcapaciteit moet op voorhand geklasseerd zijn in een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat een aantal perioden van capaciteitslevering omvat dat gelijk is aan of groter is dan het resterende aantal perioden van capaciteitslevering van het in uitvoering zijnde contract, of beschikken over een resterend aantal perioden van capaciteitslevering dat ten minste gelijk is aan het resterende aantal perioden van capaciteitslevering van het in uitvoering zijnde contract;</p> <p>2° de vervangcapaciteit mag niet het voorwerp uitmaken van een in uitvoering zijnde capaciteitscontract.</p> <p>Art. 6. § 1. De investeringsdrempels voor de indeling van een capaciteit in een capaciteitscategorie zijn de volgende:</p> <p>1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien perioden van capaciteitslevering bestrijkt:</p> <p>a) € 360/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen van 2021 en 2022; b) 468 €/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen die vanaf 2023 worden georganiseerd;</p>
--	--

2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité :

a) 239 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères 2021 et 2022;

b) 311 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères organisées à partir de 2023 ;

3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité :

a) 106 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères 2021 et 2022;

b) 138 €/kW pour un contrat de capacité signé à l'issue des mises aux enchères organisées à partir de 2023.

§ 2. La commission établit si nécessaire et au minimum tous les trois ans une proposition sur la nécessité de modifier les seuils d'investissement fixés au paragraphe 1er. Elle transmet cette proposition au ministre et la publie sur son site internet. Cette proposition et le cas échéant, la révision périodique tiendront compte des évolutions technologiques ainsi que des objectifs énergétiques et climatiques belges et européens et des sous-objectifs pour le secteur de la production d'électricité.

~~§ 3. Si le Roi décide de s'écarter de la proposition visée à § 2, il en indique expressément les raisons dans son arrêt, délibéré en conseil des ministres.~~

CHAPITRE III. - Introduction et traitement du dossier d'investissement

Art. 7. § 1er. En vue d'être classé dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant au maximum trois, huit ou quinze périodes de capacité, le détenteur de capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné " le demandeur ", introduit auprès de la commission un dossier d'investissement au plus tard le 15 juin de l'année de la mise aux enchères considérée, conformément à l'article 7undecies, § 8, septième alinéa et § 9, premier alinéa, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

2° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht perioden van capaciteitslevering bestrijkt:

a) € 239/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen van 2021 en 2022;

b) 311 €/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen die vanaf 2023 worden georganiseerd;

3° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie perioden van capaciteitslevering bestrijkt:

a) € 106/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen van 2021 en 2022;

b) 138 €/kW voor een capaciteitscontract ondertekend na de veilingen die vanaf 2023 worden georganiseerd.

§ 2. De commissie stelt zo nodig en minstens om de drie jaar een voorstel op over de noodzaak om de in paragraaf 1 vastgestelde investeringsdrempels te wijzigen. Zij stuurt dit voorstel door naar de minister en publiceert het op haar website. Bij dit voorstel en de desgevallende herziening zal rekening worden gehouden met de technologische evoluties alsook met de Belgische en Europese energie- en klimaatdoelstellingen en de subdoelstellingen voor de elektriciteitsproductiesector.

~~§ 3. Als de Koning beslist om van het voorstel bedoeld in § 2 af te wijken, dan vermeldt hij uitdrukkelijk de redenen daarvan in zijn besluit, vastgesteld na overleg in Ministerraad.~~

HOOFDSTUK III. - Indiening en behandeling van het investeringsdossier

Art. 7. § 1. Om in een capaciteitscategorie te worden geklasseerd die verbonden is aan een capaciteitscontract dat maximaal drie, acht of vijftien capaciteitsperioden bestrijkt, moet de capaciteitshouder of de beheerder van een geaggregeerde offerte, hierna "de aanvrager" genoemd, uiterlijk op 15 juni van het jaar van de desbetreffende veiling, ~~overeenkomstig artikel 7undecies, § 8, zevende lid en § 9, eerste lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.~~

<p>L'introduction du dossier se fait par le biais de la plateforme informatique mise à disposition par la commission. Tout demandeur qui constaterait l'indisponibilité de cette plateforme informatique au cours des trois derniers jours du délai pour l'introduction d'un dossier d'investissement, en informe immédiatement la commission. Après vérification, la commission publie un avis en ce sens sur son site internet. Si la disponibilité de la plateforme informatique est rétablie dans les trois jours, la commission publie un avis en ce sens sur son site internet et le délai pour introduire les dossiers d'investissement est prolongé d'autant, à compter du lendemain de la publication de cet avis. Si la disponibilité de la plateforme ne peut être ou n'est pas rétablie dans les trois jours, la commission publie un avis sur son site internet, invitant les demandeurs à introduire leur dossier d'investissement par e-mail ou par courrier, dans un délai de trois jours à compter du lendemain de la publication de l'avis. Dans ce dernier cas, la commission invite le demandeur à réintroduire son dossier via la plateforme informatique dès que celle-ci est à nouveau disponible.</p> <p>Le dossier d'investissement contient au moins les éléments suivants :</p> <p>1° les nom, prénom et domicile du demandeur; 2° s'il s'agit d'une société, la raison sociale ou la dénomination, la forme juridique, le siège social, ainsi que les documents attestant des pouvoirs des signataires de la demande;</p> <p>3° s'il s'agit d'une offre agrégée, le nom, prénom et domicile de chaque détenteur de capacité reprise dans l'offre ou, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale, sa forme juridique et son siège social;</p> <p>4° la catégorie de capacité dans laquelle le demandeur estime que la ou, s'il s'agit d'une offre agrégée, les capacité(s) devrai(en)t être classée(s);</p> <p>5° une description précise de l'investissement envisagé ou, s'il s'agit d'une offre agrégée, de chaque investissement envisagé par capacité, et des coûts éligibles;</p>	<p>De indiening van het dossier gebeurt via het door de commissie ter beschikking gestelde informaticaplatform. Een aanvrager die tijdens de laatste drie dagen van de indieningstermijn voor een investeringsdossier zou vaststellen dat dit platform niet beschikbaar zou zijn, stelt de commissie daarvan onmiddellijk in kennis. Na verificatie publiceert de commissie een bericht in deze zin op haar website. Indien de beschikbaarheid van het informaticaplatform binnen een termijn van drie dagen wordt hersteld, publiceert de commissie een bericht in die zin op haar website en wordt de termijn voor het indienen van de investeringsdossiers met evenveel dagen verlengd, te rekenen vanaf de dag na de publicatie van dit bericht. Indien de beschikbaarheid van het platform niet binnen drie dagen wordt of kan worden hersteld, publiceert de commissie op haar website een bericht waarin de aanvragers worden verzocht hun investeringsdossier per e-mail of brief in te dienen, binnen een termijn van drie dagen te rekenen vanaf de dag na de publicatie van het bericht. In het laatste geval verzoekt de commissie de aanvrager om zijn dossier opnieuw in te dienen via het informaticaplatform zodra dit opnieuw beschikbaar is.</p> <p>Het investeringsdossier omvat minstens volgende elementen:</p> <p>1° de naam, de voornaam en de woonplaats van de aanvrager;</p> <p>2° indien het gaat om een vennootschap, de handelsnaam of naam, de rechtsvorm, de maatschappelijke zetel alsook de documenten waarin de bevoegdheden van de ondertekenaars van de aanvraag worden bevestigd;</p> <p>3° indien het gaat om een geaggregeerde offerte, de naam, de voornaam en de woonplaats van elke capaciteitshouder die is opgenomen in de offerte of, in het geval van een vennootschap, haar bedrijfsnaam, rechtsvorm en maatschappelijke zetel;</p> <p>4° de capaciteitscategorie waarin de capaciteit (volgens de aanvrager zou) moeten worden ingedeeld of capaciteiten als het om een geaggregeerde offerte gaat;</p> <p>5° een nauwkeurige beschrijving van de geplande investering of, in het geval van een geaggregeerde offerte, van elke geplande investering per capaciteit en van de in aanmerking komende kosten;</p>
---	---

<p>6° la preuve du respect des critères d'éligibilité des coûts de l'investissement ou, s'il s'agit d'une offre agrégée, de chaque investissement, en ce compris le coût total de l'investissement, les coûts éligibles et les coûts non-éligibles, selon le degré de détail requis par la plateforme informatique;</p> <p>7° si le demandeur n'est pas le détenteur de capacité, la preuve qu'il dispose d'un mandat du détenteur de capacité;</p> <p>8° un certificat délivré par un expert technique désigné par le demandeur, attestant que le montant prévu de l'investissement, ou de chaque investissement s'il s'agit d'une offre agrégée, respecte les critères d'éligibilité des coûts;</p> <p>9° une déclaration sur l'honneur du demandeur qu'à sa connaissance, sur la base d'hypothèses raisonnables, les coûts éligibles de l'investissement seront égaux ou supérieurs au seuil d'investissement visé, et que les conditions de désignation de l'expert technique visées à l'article 18-19 ont été respectées;</p> <p>10° les coordonnées de la personne de contact dans le cadre du traitement du dossier d'investissement.</p> <p>En cas d'incohérence entre les informations transmises à la commission par le demandeur dans le cadre de son dossier d'investissement et celles transmises à la commission par le gestionnaire du réseau en application des règles de fonctionnement du mécanisme de rémunération de capacité visées à l'article 7undecies, § 12, de la loi du 29 avril 1999, la commission en avertit dès que possible le gestionnaire du réseau et adresse au demandeur une demande d'informations complémentaires conformément à l'article 9.</p> <p>§ 2. Un détenteur de capacité est autorisé à introduire au maximum quatre dossiers d'investissement distincts pour un même site géographique. Chaque dossier ne correspond qu'à une configuration technique et une puissance nominale de référence.</p>	<p>6° het bewijs dat de criteria voor het in aanmerking komen van de kosten van de investering of, in het geval van een geaggregeerde offerte, van elke investering, zijn nageleefd, inclusief totale investeringskosten, in aanmerking komende kosten en niet in aanmerking komende kosten, afhankelijk van de mate van detail die het informaticaplatform vereist;</p> <p>7° Indien de aanvrager niet de capaciteitshouder is, het bewijs dat hij beschikt over een mandaat van capaciteitshouder;</p> <p>8° een certificaat afgegeven door een door de aanvrager aangewezen technisch expert waaruit blijkt dat het geplande bedrag van de investering, of van elke investering in het geval van een geaggregeerde offerte, voldoet aan de criteria om in aanmerking te komen;</p> <p>9° een verklaring op erewoord dat, voor zover de aanvrager weet, de in aanmerking komende kosten van de investering, op basis van redelijke veronderstellingen, gelijk zullen zijn aan of hoger zullen zijn dan de genoemde investeringsdrempel en dat de in artikel 18-19 bedoelde voorwaarden voor aanwijzing van de technisch expert in acht werden genomen;</p> <p>10° de contactgegevens van de contactpersoon in het kader van de behandeling van het investeringsdossier.</p> <p>In geval de informatie die de aanvrager aan de commissie heeft overgemaakt in het kader van zijn investeringsdossier en de informatie die de netbeheerder aan de commissie heeft overgemaakt met toepassing van de werkingsregels van het capaciteitsvergoedingsmechanisme zoals bedoeld in artikel 7undecies, § 12 van de wet van 29 april 1999 niet coherent zijn, deelt de commissie dit zo spoedig mogelijk mee aan de netbeheerder en maakt ze de aanvrager een verzoek om aanvullende informatie over in overeenstemming met artikel 9.</p> <p>§ 2. Een capaciteitshouder mag maximaal vier afzonderlijke investeringsdossiers voor dezelfde geografische locatie indienen. Elk dossier beantwoordt slechts aan één technische configuratie en een nominaal referentievermogen.</p>
---	--

<p>§ 3. Les demandeurs se conforment à la procédure et aux conditions d'utilisation de la plateforme informatique, telles que définies par la commission.</p> <p>Au plus tard quatre mois avant la première mise aux enchères, la commission communique aux acteurs du marché la procédure d'utilisation de la plateforme informatique en vue de l'introduction des dossiers d'investissement.</p> <p>§ 4. Si le demandeur démontre dans son dossier d'investissement que l'investissement envisagé porte sur des capacités liées, le montant des coûts éligibles et des puissances éligibles des capacités considérées est globalisé dans le cadre du traitement du dossier par la commission.</p> <p>§ 5. Le demandeur communique d'initiative jusqu'au 31 août inclus de l'année de la mise aux enchères considérée à la commission toute modification aux informations énumérées au paragraphe 1er, alinéa 2, 1° à 3°, 7° et 10°. Les autres informations ne peuvent faire l'objet d'une modification.</p> <p>Art. 8. Sauf mention contraire dans le présent chapitre, les communications entre la commission et le demandeur se font par courriers électroniques. L'envoi d'un courrier électronique au demandeur par la commission est valable lorsqu'il est adressé à la personne de contact visée à l'article 7, § 1er, alinéa 2, 10°. Si le destinataire est correctement identifié, celui-ci est présumé avoir réceptionné le courrier électronique le jour de son envoi par le destinataire.</p> <p>Art. 9. La commission peut, dans le cadre du traitement d'un dossier d'investissement, adresser une <u>des</u> demandes d'informations complémentaires au demandeur. Celui-ci adresse les informations demandées dans les dix jours. A défaut, la commission peut déclarer le dossier d'investissement irrecevable, après avoir entendu le demandeur assisté de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception.</p> <p>Art. 10. § 1er. Dès qu'une capacité ou une offre agrégée est préqualifiée par le gestionnaire du</p>	<p>§ 3. De aanvragers leven de procedure en de voorwaarden voor het gebruik van het informaticaplatform, zoals gedefinieerd door de commissie, na.</p> <p>Uiterlijk vier maanden vóór de eerste veiling en met het oog op de indiening van de investeringsdossiers deelt de commissie de marktdeelnemers de procedure mee voor het gebruik van het informaticaplatform.</p> <p>§ 4. Indien de aanvrager in zijn investeringsdossier aantoont dat de voorgestelde investering betrekking heeft op gekoppelde capaciteiten, wordt het bedrag van de in aanmerking komende kosten en vermogens van de betrokken capaciteiten samengevoegd in het kader van de behandeling van het dossier door de commissie.</p> <p>§ 5. De aanvrager meldt tot en met 31 augustus van het jaar van de desbetreffende veiling op eigen initiatief elke wijziging van de in de eerste paragraaf, tweede lid, 1° tot 3°, 7° en 10° opgesomde informatie aan de commissie. Aan de andere elementen mogen geen wijzigingen worden aangebracht.</p> <p>Art. 8. Tenzij anders vermeld in dit hoofdstuk, verloopt alle communicatie tussen de commissie en de aanvrager via e-mail. De verzending van een e-mail naar de aanvrager door de commissie is geldig wanneer die gericht is aan de contactpersoon bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, 10°. Indien de bestemming correct geïdentificeerd is, wordt deze verondersteld de e-mail te hebben ontvangen op de dag dat de verzender die verzonden heeft.</p> <p>Art. 9. De commissie kan, in het kader van de behandeling van een investeringsdossier, een verzoek om aanvullende informatie richten aan de aanvrager. Deze laatste zendt de gevraagde informatie binnen tien dagen toe. Bij gebreke hiervan kan de commissie het investeringsdossier onontvankelijk verklaren nadat zij de aanvrager, bijgestaan door zijn raadsman, heeft gehoord of hem althans naar behoren heeft opgeroepen. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de aanvrager gericht.</p> <p>Art. 10. § 1. Zodra een capaciteit of een geaggregeerde offerte door de netbeheerder is</p>
---	---

<p>réseau, celui-ci en transmet sans délai l'information à la commission, en précisant sa puissance nominale de référence.</p> <p>Si, lors du processus de préqualification, le gestionnaire du réseau rejette une ou plusieurs capacités composant une offre agrégée, mais préqualifie néanmoins l'offre agrégée, la commission prend sa décision sur la base de l'offre agrégée telle que préqualifiée.</p> <p>§ 2. Le gestionnaire du réseau répond à toute demande d'information de la commission dans un délai de dix jours.</p> <p>Art. 11. Après examen du dossier d'investissement, la commission classe la capacité dans une catégorie de capacité. S'il s'agit d'une offre agrégée, la commission classe chaque capacité composant l'offre dans une catégorie de capacité et détermine en outre le classement des différentes combinaisons de capacités composant l'offre.</p> <p>Si la commission estime que la capacité doit être classée dans une catégorie de capacité associée à un contrat de capacité couvrant un nombre de période(s) de fourniture de capacité moindre que celui demandé par le demandeur, elle adresse à celui-ci son projet de décision par courrier recommandé avec accusé de réception, afin de permettre à ce dernier de faire valoir ses observations dans les sept jours.</p> <p>Dans le cas visé à l'alinéa précédent, si la commission envisage de classer les capacités composant une offre agrégée dans plus d'une catégorie de capacité, le gestionnaire de cette offre agrégée peut en outre, dans le même délai, adapter son offre en retirant certaines capacités, afin d'obtenir un classement homogène de toutes les capacités composant l'offre agrégée.</p> <p>Si la capacité n'est préqualifiée par le gestionnaire du réseau pour aucune mise aux enchères se déroulant au cours de l'année d'introduction de la demande de classement, la commission rejette la demande.</p> <p>La commission notifie sa décision finale au demandeur par courrier recommandé avec</p>	<p>geprekwalificeerd, stuurt de netbeheerder de informatie in dit verband onmiddellijk door naar de commissie, met vermelding van het nominaal referentievermogen.</p> <p>Indien de netbeheerder tijdens de prekwalificatieprocedure een of meer capaciteiten die een geaggregeerde offerte vormen, afwijst, maar niettemin de geaggregeerde offerte prekwalificeert, neemt de commissie haar besluit op basis van de geaggregeerde offerte zoals geprekwalificeerd.</p> <p>§ 2. De netbeheerder antwoordt binnen een termijn van tien dagen op eender welke informatievraag van de commissie.</p> <p>Art. 11. Na onderzoek van het investeringsdossier bepaalt de commissie de klassering van de capaciteit in een capaciteitscategorie. Als het om een geaggregeerde offerte gaat, klasseert de commissie elke capaciteit van de offerte in een capaciteitscategorie en bepaalt ze bovendien hoe de verschillende combinaties van de capaciteiten van de offerte worden geklasseerd.</p> <p>Indien de commissie van mening is dat de capaciteit moet worden geklasseerd in een capaciteitscategorie verbonden aan een capaciteitscontract dat een kleiner aantal perioden van capaciteitslevering dekt dan door de aanvrager is aangevraagd, zendt zij haar ontwerpbesluit per aangetekende brief met ontvangstbewijs toe aan de aanvrager om hem in staat te stellen binnen zeven dagen zijn opmerkingen over te maken.</p> <p>In het in het vorige lid bedoelde geval kan de beheerder van die geaggregeerde offerte, indien de commissie van plan is de capaciteiten die samen een geaggregeerde offerte vormen in meer dan één capaciteitscategorie te klasseren, binnen dezelfde termijn ook zijn offerte aanpassen door bepaalde capaciteiten in te trekken, om een homogene indeling te verkrijgen van alle capaciteiten die samen de geaggregeerde offerte vormen. Indien de capaciteit door de netbeheerder niet is geprekwalificeerd voor veilingen die plaatsvinden in het jaar waarin de klasseringsaanvraag wordt ingediend, wijst de commissie de aanvraag af</p> <p>De commissie stelt de aanvrager per aangetekende brief met ontvangstbevestiging in</p>
--	--

accusé de réception; elle en informe concomitamment le gestionnaire du réseau.

CHAPITRE IV. - *Contrôle ex post*

Art. 12. § 1er. A dater de la publication des résultats de la mise aux enchères, le gestionnaire du réseau transmet à la commission toute information, issue notamment de son monitoring préalable à la fourniture de capacité, qui peut avoir une incidence sur le contrôle, par la commission, du classement d'une capacité ou d'une offre agrégée dans une catégorie de capacité. Après concertation avec le gestionnaire du réseau, la commission établit la liste des informations à transmettre, ainsi que la forme et le délai de la transmission.

§ 2. En cas de rupture du contrat de capacité, le gestionnaire du réseau en informe sans délai la commission.

§ 3. Pendant le temps du traitement du dossier de clôture d'investissement, le fournisseur de capacité dont la capacité a fait l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité en application de l'article 11 transmet d'initiative à la commission toute modification aux informations contenues dans le dossier d'investissement et énumérées à l'article 7, § 1er, alinéa 2, 1° à 3°, 7° et 10°.

Art. 13. § 1er. Si, au terme de la mise aux enchères, le détenteur d'une capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée a conclu un contrat de capacité couvrant plus de trois périodes de fournitures de capacité, ce détenteur de capacité ou ce gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné " fournisseur de capacité ", adresse à la commission un dossier de clôture d'investissement au plus tard le dernier jour du vingt-quatrième mois suivant le premier jour de la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.

Si, au terme de la mise aux enchères, le détenteur d'une capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée a conclu un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité, ce détenteur de capacité ou ce gestionnaire d'une offre agrégée, ci-après désigné " fournisseur de capacité ", adresse à la

kennis van haar definitieve beslissing; zij brengt tegelijkertijd de netbeheerder hiervan op de hoogte.

HOOFDSTUK IV. - *Controle ex post*

Art. 12. § 1. Na de publicatie van de veiling, verstrekt de netbeheerder de commissie alle informatie die met name op basis van zijn monitoring, voorafgaand aan de capaciteitslevering, is verkregen en die van invloed kan zijn op de controle door de commissie op de klassering van een capaciteit of een geaggregeerde offerte in een capaciteitscategorie. Na overleg met de netbeheerder stelt de commissie de lijst van de over te maken informatie op, evenals de vorm en de termijn om deze over te maken.

§ 2. In het geval van een verbreking van het capaciteitscontract stelt de netbeheerder de commissie hiervan onverwijld in kennis.

§ 3. Gedurende de verwerkingstijd van het afsluitingsdossier van de investering meldt de capaciteitsleverancier van wie de capaciteit overeenkomstig artikel 11 werd ondergebracht in een capaciteitscategorie, op eigen initiatief aan de commissie elke wijziging aan de informatie die vervat zit in het investeringsdossier en opgesomd staat in artikel 7, § 1, tweede lid, 1° tot 3°, 7° en 10°.

Art. 13. § 1. Indien aan het einde van de veiling de capaciteitshouder of beheerder van een geaggregeerde offerte een capaciteitscontract voor meer dan drie perioden van capaciteitslevering heeft afgesloten, bezorgt deze capaciteitshouder of deze beheerder van een geaggregeerde offerte, hierna de "capaciteitsleverancier" genoemd, de commissie uiterlijk op de laatste dag van de vierentwintigste maand na de eerste dag van de eerste periode van capaciteitslevering waarop het capaciteitscontract betrekking heeft, een afsluitingsdossier van de investering.

Indien aan het einde van de veiling de capaciteitshouder of beheerder van een geaggregeerde offerte een capaciteitscontract heeft gesloten dat ten hoogste drie perioden van capaciteitslevering bestrijkt, bezorgt deze capaciteitshouder of deze beheerder van een

<p>commission un dossier de clôture d'investissement au plus tard le dernier jour du quatrième mois suivant le premier jour de la première période de fourniture de capacité couverte par le contrat de capacité.</p> <p>L'introduction du dossier de clôture d'investissement se fait par le biais de la plateforme informatique mise à disposition par la commission. Tout fournisseur de capacité qui constaterait l'indisponibilité de cette plateforme informatique au cours des trois derniers jours du délai pour l'introduction d'un dossier de clôture d'investissement, en informe immédiatement la commission. Après vérification, la commission publie un avis en ce sens sur son site Internet. Si la disponibilité de la plateforme informatique est rétablie dans les trois jours, la commission publie un avis en ce sens sur son site Internet et le délai pour introduire les dossiers d'investissement est prolongé d'autant, à compter du lendemain de la publication de cet avis. Si la disponibilité de la plateforme ne peut être ou n'est pas rétablie dans les trois jours, la commission publie un avis sur son site internet, invitant les fournisseurs de capacité à introduire leur dossier de clôture d'investissement par e-mail ou par courrier, dans un délai de trois jours à compter du lendemain de la publication de l'avis. Dans ce dernier cas, la commission invite le fournisseur de capacité à réintroduire son dossier via la plateforme informatique dès que celle-ci est à nouveau disponible.</p> <p>§ 2. Le dossier de clôture d'investissement contient au minimum :</p> <p>1° les spécifications techniques de l'investissement réalisé indiquant le cas échéant les différences avec l'investissement prévu ayant fait l'objet d'un classement par la commission dans une catégorie de capacité;</p> <p>2° un tableau de synthèse reprenant tous les postes de coûts de l'investissement et le montant correspondant, en distinguant les coûts éligibles et les coûts non éligibles et contenant, pour les coûts éligibles, une comparaison entre le montant budgété et le montant réalisé;</p>	<p>geaggregeerde offerte, hierna de "capaciteitsleverancier" genoemd, de commissie uiterlijk op de laatste dag van de vierde maand na de eerste dag van de eerste periode van capaciteitslevering waarop het capaciteitscontract betrekking heeft, een afsluitingsdossier van de investering.</p> <p>De indiening van het afsluitingsdossier van de investering gebeurt via het door de commissie ter beschikking gestelde informaticaplatform. Een capaciteitsleverancier die tijdens de laatste drie dagen van de indieningstermijn voor een afsluitingsdossier van de investering zou vaststellen dat dit platform niet beschikbaar zou zijn, stelt de commissie daarvan onmiddellijk in kennis. Na verificatie publiceert de commissie een bericht in deze zin op haar website. Indien de beschikbaarheid van het informaticaplatform binnen een termijn van drie dagen wordt hersteld, publiceert de commissie een bericht in die zin op haar website en wordt de termijn voor het indienen van de investeringsdossiers met evenveel dagen verlengd, te rekenen vanaf de dag na de publicatie van dit bericht. Indien de beschikbaarheid van het platform niet binnen drie dagen wordt of kan worden hersteld, publiceert de commissie op haar website een bericht waarin de capaciteitsleveranciers worden verzocht hun afsluitingsdossier van de investering per e-mail of brief in te dienen, binnen een termijn van drie dagen te rekenen vanaf de dag na de publicatie van het bericht. In het laatste geval verzoekt de commissie de capaciteitsleverancier om zijn dossier opnieuw in te dienen via het informaticaplatform zodra dit opnieuw beschikbaar is.</p> <p>§ 2. Het afsluitingsdossier van de investering bevat ten minste de volgende gegevens:</p> <p>1° de technische specificaties van de uitgevoerde investering, met vermelding van eventuele verschillen met de geplande investering die door de commissie in een capaciteitscategorie werd ingedeeld;</p> <p>2° een overzichtstabel met alle posten van de kosten van de investering en het overeenkomstige bedrag, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de in aanmerking komende en de niet in aanmerking komende kosten en waarbij voor de in aanmerking komende kosten een vergelijking wordt gemaakt tussen het begrote bedrag en het werkelijke bedrag;</p>
---	--

<p>3° en annexe, les factures ou toutes autres pièces justificatives ayant valeur probante, relatives aux coûts éligibles;</p> <p>4° un certificat documenté, délivré par un expert technique désigné par le fournisseur de capacité et attestant de l'investissement réalisé et du montant des coûts éligibles de celui-ci. Si l'expert technique constate des différences entre l'investissement prévu et l'investissement réalisé, tant au niveau des spécifications techniques de l'investissement que du montant des coûts éligibles, il détaille ces différences dans son certificat;</p> <p>5° une déclaration sur l'honneur du fournisseur de capacité attestant que les conditions de désignation de l'expert technique visées à l'article 18 ont été respectées;</p> <p>6° toute modification éventuelle aux informations visées à l'article 7, § 1er, alinéa 2, 1° à 3°, 7° et 10°, qui avaient été transmises dans le cadre du traitement du dossier d'investissement.</p> <p>§ 3. Les fournisseurs de capacité se conforment à la procédure et aux conditions d'utilisation de la plateforme informatique, telles que définies par la commission.</p> <p>Au plus tard douze mois après la première mise aux enchères, la commission communique aux acteurs du marché la procédure d'utilisation de la plateforme informatique en vue de l'introduction des dossiers de clôture d'investissement.</p> <p>Art. 14. Sauf mention contraire dans le présent chapitre, les communications entre la commission et le fournisseur de capacité se font par courriers électroniques. L'envoi d'un courrier électronique au fournisseur de capacité par la commission est valable lorsqu'il est adressé à la personne de contact visée à l'article 7, § 1er, alinéa 2, 10°. Si le destinataire est correctement identifié, celui-ci est présumé avoir réceptionné le courrier électronique le jour de son envoi par le destinataire.</p> <p>Art. 15. En cas d'introduction tardive ou à défaut d'introduction du dossier de clôture de l'investissement, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins</p>	<p>3° in de bijlage, de facturen of enig ander verantwoordingsdocument met bewijskracht betreffende de in aanmerking komende kosten;</p> <p>4° een gedocumenteerd certificaat, afgeleverd door een door de capaciteitsleverancier aangewezen technisch expert, ter staving van de gedane investering en de in aanmerking komende kosten ervan. Indien de technisch expert verschillen vaststelt tussen de geplande investering en de gedane investering, zowel wat de technische specificaties van de investering als wat het bedrag van de in aanmerking komende kosten betreft, specificeert het deze verschillen in zijn certificaat;</p> <p>5° een verklaring op erewoord van de capaciteitsleverancier dat aan de in artikel 18 bedoelde voorwaarden voor de aanwijzing van de technisch expert is voldaan;</p> <p>6° eventuele wijzigingen aan de in artikel 7, § 1, tweede lid, 1° tot 3°, 7° en 10° bedoelde informatie, die binnen het raam van de behandeling van het investeringsdossier werd overgemaakt.</p> <p>§ 3. De capaciteitsleveranciers leven de procedure en de voorwaarden voor het gebruik van het informaticaplatform, zoals gedefinieerd door de commissie, na.</p> <p>Uiterlijk twaalf maanden na de eerste veiling en met het oog op de indiening van de afsluitingsdossiers van de investering deelt de commissie de marktdeelnemers de procedure mee voor het gebruik van het informaticaplatform.</p> <p>Art. 14. Tenzij anders vermeld in dit hoofdstuk, verloopt alle communicatie tussen de commissie en de capaciteitsleverancier via e-mail. De verzending van een e-mail naar de capaciteitsleverancier door de commissie is geldig wanneer die gericht is aan de contactpersoon bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, 10°. Indien de bestemming correct geïdentificeerd is, wordt deze verondersteld de e-mail te hebben ontvangen op de dag dat de verzender die verzonden heeft.</p> <p>Art. 15. In het geval van laattijdige indiening of niet-indiening van het afsluitingsdossier van de investering kan de commissie, na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord of hem</p>
--	---

dûment convoqué, enjoindre au gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1er, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception.

Art. 16. La commission peut, dans le cadre du traitement d'un dossier de clôture d'investissement, adresser une demande d'informations complémentaires au fournisseur de capacité concerné. Le fournisseur de capacité adresse les informations demandées dans les dix jours. Si l'information demandée est détenue par un tiers, le fournisseur de capacité en informe la commission dans les meilleurs délais en identifiant la personne détentrice de l'information, et le délai de transmission de celle-ci est augmenté de dix jours. A défaut, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre au gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1er, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception.

Art. 17. Si, au terme de son contrôle ex post, la commission constate que le projet tel que réalisé ne donne pas droit au classement initialement accordé, elle reclasse la capacité ou l'offre agrégée dans la catégorie de capacité adéquate en tenant compte, s'il échet, d'une marge de tolérance raisonnable. La commission prend sa

minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende periode van capaciteitslevering. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategorieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht.

Art. 16. De commissie kan, in het kader van de behandeling van een afsluitingsdossier van een investering, een verzoek om aanvullende informatie richten aan de betrokken capaciteitsleverancier. De capaciteitsleverancier zendt de gevraagde informatie binnen tien dagen toe. Als de gevraagde informatie beschikbaar is bij een derde, brengt de capaciteitsleverancier de commissie daarvan zo snel mogelijk op de hoogte door de persoon aan te geven die over de informatie beschikt, en de termijn voor het verzenden daarvan wordt verlengd met tien dagen. Bij gebreke daarvan, kan de commissie, na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende periode van capaciteitslevering. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategorieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangstbevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht.

Art. 17. Indien de commissie aan het einde van haar controle ex post vaststelt dat het project zoals het werd gerealiseerd geen recht geeft op de aanvankelijke toegekende klassering zal ze de capaciteit of de geaggregeerde offerte herklasseren in de passende capaciteitscategorie, waarbij ze desgevallend

<p>décision après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception. La commission enjoint au gestionnaire du réseau de modifier en conséquence le nombre de période(s) de fourniture de capacité couvertes par le contrat de capacité.</p> <p>En cas de mauvaise foi du fournisseur de capacité, de fraude ou de manipulation du marché, la commission peut, après avoir entendu le fournisseur de capacité assisté le cas échéant de son conseil, ou l'avoir à tout le moins dûment convoqué, enjoindre au gestionnaire du réseau de mettre un terme au contrat de capacité à l'issue de la période de fourniture de capacité en cours. Dans ce cas, le fournisseur de capacité perd le bénéfice du classement de la capacité, ou de l'offre agrégée et des capacités composant cette offre, dans une des catégories de capacités visées à l'article 2, § 1er, 1°, 2° ou 3°. La convocation à l'audition et la décision de la commission sont adressées au fournisseur de capacité par courrier recommandé avec accusé de réception.</p> <p>La commission prend sa décision au plus tard quatre mois après l'introduction du dossier de clôture d'investissement.</p> <p>En aucun cas le contrôle ex post ne peut mener au reclassement d'une capacité dans une catégorie de capacité supérieure.</p> <p>Art. 18. Les données acquises et traitées par la commission en application du présent arrêté sont conservées au maximum pendant le délai de prescription administrative prévu à l'article 31/3 de la loi du 29 avril 1999.</p> <p>CHAPITRE V. - <i>Conditions de désignation des experts techniques</i></p> <p>Art. 19. § 1er. Seule peut être désignée comme expert technique par le détenteur ou le fournisseur de capacité la personne qui répond aux conditions suivantes :</p>	<p>een redelijke tolerantie­marge in aanmerking neemt. De commissie neemt haar besluit na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangst­bevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht. De commissie gelast de netbeheerder het aantal perioden van capaciteitsverlening waarop het capaciteitscontract betrekking heeft, dienovereenkomstig aan te passen.</p> <p>In het geval van kwade trouw vanwege de capaciteitsleverancier, fraude of markt­manipulatie, kan de commissie na de capaciteitsleverancier, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, te hebben gehoord of hem minstens naar behoren te hebben opgeroepen, de netbeheerder gelasten om het capaciteitscontract te beëindigen na afloop van de lopende periode van capaciteitslevering. In dat geval verliest de capaciteitsleverancier het voordeel van de klassering van de capaciteit, of van de geaggregeerde offerte en de capaciteiten die deze offerte vormen, in een van de in artikel 2, § 1, 1°, 2° of 3° bedoelde capaciteitscategor­ieën. De oproeping om gehoord te worden en de beslissing van de commissie worden per aangetekende brief met ontvangst­bevestiging aan de capaciteitsleverancier gericht.</p> <p>De commissie neemt haar besluit uiterlijk vier maanden na de indiening van het afsluitingsdossier van de investering.</p> <p>In geen geval kan de controle ex post leiden tot de herklassering van een capaciteit in een hogere capaciteitscategor­ie.</p> <p>Art. 18. De gegevens die de commissie verwerft en verwerkt ingevolge de toepassing van dit besluit, worden niet langer bewaard dan de administratieve verjaringstermijn bedoeld in artikel 31/3 van de wet van 29 april 1999.</p> <p>HOOFDSTUK V. - Voorwaarden voor de aanwijzing van de technische experts</p> <p>Art. 19. § 1. Alleen de persoon die aan de volgende voorwaarden beantwoordt, mag door de capaciteitshouder of -leverancier worden aangewezen als technisch expert:</p>
---	---

<p>1° Cette personne est indépendante du détenteur ou fournisseur de capacité qui la désigne, en ce sens que :</p> <p>a) ni elle, ni les membres de son équipe ne sont employés ou rémunérés par ce détenteur ou fournisseur de capacité, ni par une société qui lui est liée, et n'ont pas été employés ou rémunérés par ce détenteur ou fournisseur de capacité ou par une société du même groupe depuis deux ans <u>pour une tâche autre que celle d'expert technique</u>;</p> <p>b) ni elle, ni les membres de son équipe n'ont passé aucun accord, de quelque nature que ce soit, avec ce détenteur ou fournisseur de capacité ou avec une société qui lui est liée, permettant à ce détenteur ou fournisseur de capacité d'exercer à leur encontre une influence;</p> <p>c) elle prend, pendant la durée de la désignation, toutes les mesures suffisantes et nécessaires, y compris toute abstention, afin d'éviter tout conflit d'intérêts, réel ou potentiel, qui pourrait avoir pour effet de mettre à mal son indépendance, tant dans son chef que dans celui des membres de son équipe;</p> <p>2° elle fait valoir une compétence et une expérience reconnues, au niveau national ou international, en matière de construction et/ou d'exploitation du type d'équipement ou de technologie concerné, ou en matière de consultance, ou dans le secteur de l'énergie;</p> <p>3° elle s'engage à répondre avec diligence aux demandes de renseignements et de transmission d'informations formulées par la commission;</p> <p>4° elle garantit la sincérité et la conformité des constatations contenues dans le ou les certificats qu'elle dresse.</p> <p>§ 2. Les conditions de désignation visée au paragraphe 1er, 1°, 3° et 4°, sont démontrées au moyen d'une déclaration sur l'honneur de l'expert technique, annexée aux certificats visés respectivement à l'article 7, § 1er, alinéa 2, 7°, ou à l'article 13, § 2, 5°.</p> <p>La condition de désignation visée au paragraphe 1er, 2°, est documentée par les curriculum vitae de l'expert technique et des membres de son équipe, ainsi que par la description des expériences comparables utiles. Cette</p>	<p>1° deze persoon is onafhankelijk van de capaciteitshouder of -leverancier die hem aanwijst, in die zin dat:</p> <p>a) noch hij, noch de leden van zijn team worden tewerkgesteld of bezoldigd door deze capaciteitshouder of -leverancier, dan wel door een vennootschap die met deze in verband staat; en werden de afgelopen twee jaar niet tewerkgesteld of bezoldigd door deze capaciteitshouder of -leverancier, dan wel door een vennootschap van dezelfde groep <u>voor een andere opdracht dan die van technisch expert</u>;</p> <p>b) noch hij, noch de leden van zijn team zijn enigerlei overeenkomst aangegaan met deze capaciteitshouder of -leverancier, dan wel met een vennootschap die met deze in verband staat, waardoor deze capaciteitshouder of -leverancier een invloed op hen zou kunnen uitoefenen.</p> <p>c) hij treft tijdens de aanwijzingsperiode alle noodzakelijke maatregelen, met inbegrip van onthouding, om een reëel dan wel potentieel belangenconflict te vermijden dat ertoe zou kunnen leiden dat zijn onafhankelijkheid in het gedrang komt, zowel wat hemzelf als zijn teamleden betreft;</p> <p>2° hij geeft blijk van een nationaal of internationaal erkende competentie en expertise op het vlak van bouw en/of exploitatie van het type van desbetreffende uitrusting of technologie, op het vlak van consultancy, of in de energiesector;</p> <p>3° hij verbindt zich ertoe spoedig te reageren op de verzoeken van de commissie om inlichtingen en over te zenden informatie;</p> <p>4° hij garandeert de oprechtheid en de conformiteit van de bevindingen in het certificaat of de certificaten die hij opstelt.</p> <p>§ 2. De in paragraaf 1, 1°, 3° en 4° bedoelde aanwijzingsvoorwaarden worden gestaafd aan de hand van een verklaring op erewoord van de technisch expert, die als bijlage wordt gevoegd bij de in artikel 7, § 1, tweede lid, 7° of in artikel 13, § 2, 5° bedoelde certificaten.</p> <p>De in paragraaf 1, 2° bedoelde aanwijzingsvoorwaarde wordt gedocumenteerd met de curricula vitae van de technisch expert en van de leden van zijn team, alsmede door een beschrijving van de relevante vergelijkbare ervaringen. Deze documentering wordt</p>
---	---

<p>documentation est également annexées aux certificats précités.</p> <p>CHAPITRE VI. - <i>Dispositions finales</i></p> <p>Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.</p> <p>Art. 21. Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.</p>	<p>eveneens bij bovengenoemde certificaten gevoegd.</p> <p>HOOFDSTUK VI. - Slotbepalingen</p> <p>Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.</p> <p>Art. 21. De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>
---	---

ANNEXE 2

Rapport de consultation

Point soumis à la consultation	Répondant	Réponse à la consultation	Commentaire de la CREG
Consultation arrêté royal seuils et critères d'investissement			
Article 1		Aucun commentaire	
Article 2		Aucun commentaire	
Article 3 Assouplissement temporel des conditions d'éligibilité des coûts d'investissement pour un nombre limité d'enchères	Febeliec	Concerning the amendment of article 3 regarding possible investment costs prior to the results of the auction that can be taken into account, Febeliec insists that very clear criteria need to be defined as precondition for such costs to be allowed to be taken into account, in order to ensure that both the CEEAG and the legal lowest cost criterion are followed, thus ensuring that only project related costs that are necessary for the project at hand, regarding delivery during a capacity delivery period, are included, covering a limited period before the publication of the results of the related auctions, and not any other or historic (sunk) costs. Febeliec invites the CREG to transparently publish the list of criteria that would be applied. Moreover, Febeliec insist that approach is limited to a very limited number of auctions, covering only Y-1 auctions and only insofar participation to these auctions would still be impacted by a quickly changing economic context leading to important delays for delivery of equipment orders, referring to the argumentation given by the CREG for the proposed amendment. Febeliec can under no condition support such approach for Y-4 auctions nor can support such approach as the default standard whenever delays of equipment deliveries would reduce again, as the standard application of the amendment would undermine the chosen approach for Y-1	<p>Selon la CREG, le dispositif proposé répond aux préoccupations de Febeliec.</p> <p>Les critères d'éligibilité des coûts repris dans les lignes directrices restent d'application. Ils excluent la prise en compte de coûts historique. Seul le critère de la date de commande de nouveaux investissements est adapté, et ce, pour un nombre limité d'enchères Y-1, clairement identifiées dans les lignes directrices.</p>

		auctions. Indeed, any possible CRM actors with longer required lead times should participate to Y-4 auctions in order to ensure compliance between his investment cycle and the CRM framework.	
	FEPEG	First of all, FEPEG supports the proposal of the CREG that capex spent before the auctions' results should be considered as eligible. For batteries' project, the current lead time is longer than one year for the construction, erection and commissioning of large scale BESS projects. Considering that the permit, the land lease, the grid connection and the supply of the equipment are secured through contract at the "Notice to Proceed" (NTP), the current term between the Notice to Proceed (NTP) and the Commercial Operation Date (COD) is between 14 to 17 months. According to FEPEG, this proposal should become a permanent feature and not limited to the LCT 2024-25, the T-1 auction for delivery 2025-26 and T-1 auction for delivery 2026- 27.	<p>Le souhait de FEPEG de rendre ce critère d'éligibilité des coûts d'investissement applicable à toutes les enchères n'est pas, selon notre analyse juridique, compatible avec les CEEAG de 2022 qui autorisent ce dispositif à titre exceptionnel</p> <p>Par ailleurs, la participation à une enchère Y-4 est nettement plus opportune pour des projets dont le lead time est supérieur à un an dans la mesure où elle permet de passer commande après avoir obtenu la garantie de bénéficier d'une rémunération de capacité.</p>
	FEPEG	Additionally, FEPEG also proposes to extend the duration in which capex spent before the auctions' results should be considered as eligible to 1,5 years before the auctions results: the current rule with respect to the timeframe during which investments can be eligible is too restrictive for both new and existing assets. This is particularly true as there is no T-2 auction in the current CRM design and that lead times to build batteries or obtain the replacement parts in existing capacities has significantly increased. Therefore, in order to comply with the deadline of being available by the Delivery Period, an investor might consider taking the risk of ordering some parts with long lead time before the auction. Although it will be exceptional, there is no reason to not allow this if the order is clearly linked to the CRM project. Investments done as from the year before the auction should therefore be eligible, in line with the initial proposal of CREG. Considering long lead times currently	<p>FEPEG souhaite l'extension de la mesure aux coûts commandés un an et demi avant la publication du résultat de l'enchère, soit deux ans et demi avant le début de la période de fourniture. Or FEPEG indique que le délais entre la Notice to Proceed et la mise en œuvre commerciale pour les batteries est actuellement de 14 à 17 mois. Un délais de 30 mois ne se justifie donc pas. La CREG propose donc de maintenir ce délais de 24 mois en ligne avec la réalité actuelle de marché.</p> <p>Il ne convient pas non plus d'accorder un contrat pluriannuel à des capacités existantes qui se sont développées sans qu'un recours au CRM soit nécessaire.</p>

		applicable, we propose to extend to 1.5 y before the auction results. Having the possibility to spend eligible capex before the auctions' result is actually common practice in the CRM. In the UK, for instance, capex spent up to 77 months before the auctions' result are eligible for long term contract.	(Notons que le CRM en UK n'est pas soumis à cette législation).
	Engie	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]
Article 6, §1er Indexation des seuils d'investissement de 30%	Febeliec	On the proposed amendments, Febeliec wants to state that it cannot provide any specific validation of the proposed 30% increase in the applicable investment thresholds, but wants to insist that the CRM has to be operated under the legal lowest possible cost criterion and that as such any increase in costs should be justifiable and validated by the relevant authorities.	La CREG prend note de ce commentaire et souligne que sa proposition repose sur plusieurs sources dont les devis reçus par les investisseurs et auxquels la CREG a eu accès dans le cadre de l'analyse des dossiers d'investissement.
	FEBEG	We deeply deplore the timing of the present consultation as the proposal could result in significant and impacting changes in the CRM framework, just a few months before the deadline for the submission of the investment files for the next auction. For FEBEG, this is completely unacceptable as it could mean that investment files currently in preparation would become obsolete and that projects in development could therefore just be stopped. We therefore ask the CREG and the Belgian Authorities to consult on a review of the investment thresholds at least 1y before their implementation.	<p>L'indexation des seuils proposée ne constitue nullement un changement significatif du design. Au contraire, elle a pour seul but de préserver le design actuel. En effet, les acteurs du marché nous ont fourni, notamment dans le cadre des dossiers d'investissement, des preuves d'une augmentation substantielle des coûts d'investissement. Indexer dans la même proportion les seuils actuels établis en fonction de coûts d'investissement de 2021 permet donc d'assurer la stabilité du mécanisme.</p> <p>De plus, le timing de révision des seuils par la CREG est prévue par l'arrêté royal du 4 juin 2021. La CREG est chargée d'établir, si nécessaire et au minimum tous les trois ans, une proposition sur la nécessité de modifier les seuils d'investissements. Cette information est donc connue des acteurs du marché.</p> <p>La CREG note par ailleurs que FEBEG ne remet pas le taux de 30% en question.</p>

	Engie	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]
Article 6, §3		Aucun commentaire	
Article 7, §1er	FEPEG	<p>FEPEG does not agree with the fact that the total investment costs have to be provided, for both ex-ante and ex-post investment file. The justification provided by the CREG for such change in the Royal Decree is not relevant. Since the Capacity Holder needs to provide proof of the eligible costs for each of the post (quotes, budget, .. if possible based on external offers) and that the eligible costs are already being controlled by an external technical expert according to the current Royal Decree Investment Thresholds, there is actually no risk that non-eligible costs would actually be hidden in eligible costs. In addition, the CREG, in its approval process of the investment file, also has the possibility to ask clarification questions on the eligible costs that are being provided. Should both the eligible and non-eligible costs be provided for the investment file, then all these costs should become eligible for reaching the investment threshold. Else, there is no ground for asking this split. The non-eligible could only be provided to the CREG, as indicative information if available at the discretion of the Capacity Holder but should definitely not become an obligation. It would represent an additional burden for the Capacity Provider to provide the data and potentially to also have to prove it based on external quotes. This information might, in any case, not be fully available for the deadline to submit the investment file. On top, it is very much possible that not all information is available at the submission of the investment file.</p>	<p>La CREG tient à rappeler que cette information est déjà demandée de façon systématique et a été fournie dans le cadre de tous les dossiers d'investissement traités à ce jour, sans que cela représente un problème particulier. En effet, il est peu probable qu'un investisseur participe à une enchère de capacité sans avoir procédé à une estimation du montant total de son investissement, puisqu'il s'agit d'une information indispensable sans laquelle il ne serait pas en mesure d'évaluer son missing money et donc son prix d'offre.</p> <p>La modification proposée a pour seul but d'apporter plus de clarté dans l'arrêté royal sur les informations à communiquer par le demandeur.</p> <p>Sur la base de l'expérience acquise par la CREG, cette information s'avère par ailleurs indispensable pour réaliser un contrôle efficace de l'éligibilité des coûts et a déjà conduit à des corrections d'imputation de coûts. Ceci contribue donc à l'égalité de traitement entre acteurs du marché.</p>
Article 11		Aucun commentaire	
Article 19		Aucun commentaire	

Lignes directrices relatives à l'éligibilité des coûts			
Section 3.1.4. -§42 Mise en œuvre de l'assouplissement temporel des conditions d'éligibilité des coûts d'investissement pour un nombre limité d'enchères		L'adaptation proposée n'étant que la mise en œuvre de l'adaptation proposée à l'article 3 de l'AR du 22 juillet 2021, aucun commentaire additionnel n'a été formulé.	
	FEBEG	The guidelines for eligible costs published by the CREG add an additional condition, more specifically that the notice to proceed of the project cannot be given before the auction results: « La date de signature d'un contrat peut être antérieure à la date de publication des résultats de l'enchère à la condition que ce contrat contienne une condition suspensive/résolutoire si la capacité n'est pas retenue lors de cette enchère spécifique et pour autant que l'ordre de démarrage du projet (notification to proceed) ne soit pas antérieure à la date de publication des résultats de la mise aux enchères ». This guideline should also be modified to allow that a notice to proceed is given before the auctions' result.	La CREG remercie FEBEG pour cette remarque. Les lignes directrices ont été adaptées pour indiquer que cette condition ne vaut pas pour les futures enchères relatives aux périodes de fourniture 2024/2025, 2025/2026 et 2026/2027.
Section 5.4. Exemple de coûts potentiellement éligibles et de coûts non éligibles – Cas de la cogénération		Aucun commentaire	

Points sortants du cadre de la consultation publique

Out of scope - Arrêté royal			
EPC contracts	Centrica Business Solutions	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]
Need for consistency between investment threshold & eligible costs	FEPEG	<p>Capitalized investments in an existing plant (which are not necessarily technically end-of-life), require the capacity to have access to a long-term contract to ensure the investment will be recovered over several years and to remain competitive in the auction. For the moment, the Royal Decree 'Investment Thresholds' and related guidelines for eligible costs do not allow them to obtain a long-term contract due to (i) too high thresholds and (ii) too restrictive eligible costs.</p> <p>The initial methodology to transfer the investment threshold from the 15y contract to 3y and 8y contract is done in an artificial way and should be reviewed. In fact, those thresholds are not matching the needs for existing plants faced with significant capitalized investments like major overhauls, capacity/efficiency upgrade, lifetime extension or repowering (see appendix).</p> <p>To minimize costs for society, it should be ensured that existing power plants can remain in the market: in comparison with new power plants they need significantly less investments to be able to contribute to security of supply. Therefore, it is essential to create a level playing between new and existing power plants.</p> <p>While new-build assets are probably entitled to a capacity remuneration for a period of 15y, the duration of the capacity payment for existing assets is not so easy to determine. The</p>	<p>FEPEG souhaiterait que la durée maximale des contrats de capacité ne soit plus limitée à 3, 8 ou 15 périodes de fournitures.</p> <p>La CREG estime qu'il s'agit d'une piste de réflexion intéressante. Le nombre de périodes de fourniture pourrait être échelonné entre 3 et 15 ans en fonction du montant de CAPEX éligibles par MW installé. Ceci ne serait toutefois possible qu'à la condition de maintenir la méthodologie utilisée pour lier les montants des seuils d'investissement pour les raisons développées ci-dessous. Toutefois, les seuils de 3, 8 et 15 ans étant déterminés dans la loi électricité, une telle adaptation nécessiterait une modification de la loi et sort donc du cadre de la présente consultation.</p>

possible contract duration –depending of the thresholds –for investments in existing assets are 3y and 8y. For existing projects to be competitive with new-build projects, it's important to allow for the 3y and 8y contracts for existing assets with costs for lifetime extensions (not only limited to “technical lifetime extensions”). Only by allowing 3y or 8y contracts for existing with extension costs, they can compete – on a level playing field basis – in the capacity auction with new assets. At this moment, this is not the case as not any project for investments in existing power plants has managed to obtain a long-term capacity contract. Therefore, the thresholds should not only be lowered, but the methodology to translate the threshold for the 15y contract to 3y and 8y contracts should be abandoned as well.

Instead, a market study should be performed in order to identify categories of investments in existing power plants – for example ‘major overhaul’ or ‘repowering’ - matching the real investment needs in the market and the real investments costs (i.e. quotes of equipment suppliers). Based on this study thresholds can be defined for each of the capacity categories in such a way that the respective thresholds are technology-neutral while ensuring maximal access to competition and a level playing field between all technologies as well as between investments in new and investments in existing capacities.

Ideally, FEBEG would even propose that different contract durations are being determined between 1y and 15y (thus not limited to 3y/8y/15y contract) and that the respective threshold should be defined for each contract duration based on a market study.

FEBEG ne remet pas en question le seuil lié à la catégorie de capacité de 15 ans, mais juge que la méthodologie utilisée pour établir un lien entre ce seuil et celui des catégories de capacité 8 ans et 3 ans devrait être abandonnée.

La méthodologie mise en cause par FEBEG ainsi que sa justification sont les suivantes :

Les seuils d'investissement attribués aux catégories de capacité associées à des contrats couvrant 8 et 3 périodes de fourniture de capacité sont établis de façon à correspondre à des charges annuelles d'investissement identiques au seuil de 15 ans, et ce, de façon à uniformiser les coûts fixes d'investissement et de financement de ces différents investissements et donc à estomper le désavantage compétitif entre ces montants d'investissements.

Ces seuils sont obtenus en calculant le montant de l'investissement qui, étalé sur 8 périodes/3 périodes donne une annuité équivalente à celle supportée par un investissement correspondant aux trois valeurs pivot testées pour le seuil de 15 ans, et en tenant compte d'un cout standard du capital (WACC, pour *weighted average cost of capital*).

Selon la CREG, cette méthodologie est indispensable pour assurer l'égalité de traitement entre les participants à l'enchère.

			<p>FEBEG souhaiterait que les seuils des catégories 8 ans et 3 ans soient fixés en fonction de coûts d'investissement réels.</p> <p>La CREG tient à rappeler que définir des seuils d'investissement comporte le risque d'introduire des distorsions de concurrence et n'est pas neutre technologiquement. C'est la motivation qui l'a amenée à proposer de définir les seuils des contrats de 8 et 3 ans, non pas sur la base de coûts d'investissements choisis de façon arbitraire, mais de façon à ce que la durée du contrat permette une égalisation des charges d'investissement. Il s'agit selon la CREG de la meilleure façon d'équilibrer les désavantages compétitifs d'investissements qui requièrent différents niveaux de CAPEX.</p> <p>Enfin, pour ce qui concerne le niveau des seuils, la CREG tient à rappeler qu'elle n'a pas établi les seuils actuels</p>
	Engie	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]
Eligible costs – Other eligible costs	FEBEG	<p>In addition, FEBEG takes the opportunity to comment the other guidelines for eligible costs currently applied for existing assets.</p> <p>Given the increasing uncertainties of CRM and energy markets in general for existing assets (uncertainty on future CO2 emissions limit, increased renewable capacity in Belgium and abroad, upcoming new technologies, introduction of targeted auctions, limited volume open in T-4 auction over time, low IPC level and dysfunctional IPC derogation mechanism, lack of long-term visibility to unlock management decision), there is a need to extend the target group for long-term contracts.</p>	<p>FEBEG souhaite atteindre avec les contrats pluriannuel de tout autres objectifs que celui pour lequel le mécanisme a été conçu.</p> <p>FEBEG considère que le CRM, dans sa forme actuelle, ne couvre pas suffisamment les incertitudes liées aux marchés de l'énergie et induit de nouvelles sources d'incertitudes liées à l'intervention des autorités publiques. Les contrats pluriannuels auraient pour objectif de couvrir ces incertitudes.</p>

		<p>=> A major overhaul is by definition an investment that allows to add running hours and is therefore a technical lifetime extension.</p> <p>=> All capitalized capex that is consisting of the combination of major overhaul with repairs/upgrade/refurbishment and replacement of parts/conversion/repowering/investments to decarbonize (thus not part of classical major overhaul) should always be considered as a whole for the investment file, without a distinction between recurring and not recurring.</p> <p>=> FEBEG proposes an assessment of an external expert to certify that all considered capex contributes to one or more of the defined objectives of increasing capacity and/or extending the operational lifetime (adding running hours) and/or reduce the CO2 emissions and comply with future environmental norms (e.g. NOx emissions).</p>	<p>Par ailleurs, FEBEG estime que la possibilité, pour les capacités existantes, de fixer librement leur prix d'offre en dérogeant au prix maximum intermédiaire (IPC) est trop limitée. L'attribution d'un contrat pluriannuel permettrait d'échapper à l'IPC qu'elle juge dysfonctionnel.</p> <p>La CREG tient à rappeler que l'octroi de contrats pluriannuels ne vise ni à pallier les imperfections potentielles d'autres éléments du design du CRM, ni à sécuriser le remboursement total de l'investissement.</p> <p>Le cadre européen est clair au sujet de l'objectif visé. Celui-ci a notamment été rappelé par l'arrêt de la Cour européenne de justice relatif au recours introduit par Tempus Energy.</p> <p>La Cour européenne de justice note que l'octroi de contrats de longue durée vise deux objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> inciter des investissements suffisants dans de nouvelles capacités de façon à assurer la sécurité d'approvisionnement tout en laissant au marché le soin de déterminer la quantité optimale de chaque type de capacité ; pallier les difficultés de financement de certains opérateurs en raison de l'importance de leurs dépenses en capital, en leur garantissant un revenu sur plusieurs années et en leur donnant les moyens de faire une offre concurrentielle lors des enchères et en leur permettant de récupérer leurs coûts sur plusieurs années. La Cour en déduit que le critère décisif retenu pour déterminer les opérateurs éligibles à obtenir des contrats de capacité d'une durée
--	--	--	---

			<p>supérieure à un an est le niveau de dépenses en capital et les difficultés de financement qui pourraient empêcher ces opérateurs de participer au marché de la capacité.</p> <p>Le but de l'attribution de contrats pluriannuels n'est donc pas de transférer toute forme de risque vers les consommateurs, ni de contourner le mécanisme de l'IPC/dérogation à l'IPC.</p> <p>FEBEG souhaiterait étendre la définition de coût éligible aux major overhauls et plus généralement à tout coût capitalisé.</p> <p>En suggérant que tout investissement capitalisé soit pris en compte, Febeg suggère de rendre éligibles non seulement les investissements initiaux, mais également les coûts d'entretien récurrents prévus pendant toute la durée du contrat de capacité demandé. De cette façon, non seulement les seuils seraient beaucoup plus facilement atteints mais cela signifierait également que l'essentiel des coûts fixes opérationnels pourraient être répartis sur une longue durée. La CREG estime qu'il s'agirait d'une distorsion de concurrence par rapport aux capacités existantes qui n'atteignent pas le seuil donnant droit à un contrat pluriannuel et qui doivent elles aussi supporter des coûts d'entretien récurrents.</p> <p>Par ailleurs, les remplacements de pièces dans le cadre d'entretiens récurrents varient fortement en fonction du mode d'exploitation de l'unité, de sorte qu'en évaluer le montant pendant une période de 15 ans s'avère très aléatoire. Ceci impliquerait</p>
--	--	--	--

			<p>également que le contrôle soit réalisé pendant toute la durée du contrat.</p> <p>D'autre part, la CREG ne partage pas l'avis de Febeg au sujet des coûts <u>capitalisés</u>. L'expérience dans d'autres pays a montré que le traitement comptable de ces coûts dépend fortement de la politique comptable de chaque entreprise et peut varier significativement entre investisseurs. Le fait qu'un coût soit capitalisé ne constitue donc pas une base valable pour le considérer comme éligible.</p> <p>Par ailleurs, la CREG rappelle qu'une provision pour entretien est incluse dans l'<i>intermediate price cap</i> de façon à placer tous les acteurs du marché sur un pied d'égalité. Cette prise en compte dans l'IPC se justifie par un mode de financement d'une nature différente. En effet, ces coûts sont programmées au cours de la durée de vie technique et leur financement est couvert par la constitution d'une provision. Cette provision permet de disposer des ressources financières suffisantes lorsque la dépense doit être réalisée.</p>
Niveau des seuils d'investissement	Engie	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]

Out of scope – lignes directrices relatives à l'éligibilité des coûts

<p>Eligible costs for existing assets</p>	<p>FEBEG</p>	<p>Currently, only capex for technical lifetime extension or conversion to OCGT in case of technical end of lifetime of the steam turbine are eligible with conditions difficult to meet. In the case of a lifetime extension, following conditions apply: (i) definitive closure announcement, (ii) technical lifetime > 20 year or realization of investments before 11/10/2000 and (iii) assessment of the end of lifetime by an expert.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Categorizing the investments in different types is too rigid: boundaries between major overhauls and lifetime extension are artificial. Not every lifetime extension will rely on 100% new components and not all components in a power plant are at the same lifecycle phase and have different technical needs. The technical solution to maintain the capacity in the market can consist of both repairs, upgrades, refurbishments and replacements. Making the distinction between recurring and non-recurring investments at CMU or asset level is therefore not straightforward and not relevant. More relevant is the number of start/stops and running hours that are added to the power plant by the investment. Every investment that allows to extend the operational lifetime of an asset should be considered as eligible. • Significant investments, justifying a long term contract, are necessary even if the unit is not reaching the standard techno-economical lifetime, which should be at max 20 years (cf. CREG decision (C)2428 of 01/09/2022). It is also important to remind that the maintenances' cycle depends on the OEM specifications (with specific EOH/start and stops) and the running regime. • For the check on the lifetime of an asset (cf. criteria 2 of eligible costs for the technical LTE), it does not make sense to refer to the auction year as a criteria for eligible lifetime 	<p>FEBEG conteste les critères additionnels que les coûts d'investissement des capacités existantes doivent remplir pour être éligibles.</p> <p>La CREG considère que ces critères sont indispensables pour éviter une concurrence déloyale des capacités existantes à l'égard des nouvelles capacités. En effet, pour les nouvelles capacités, seuls les investissements initiaux sont pris en compte. La CREG ne perçoit donc pas la raison pour laquelle, pour les capacités existantes, d'autres coûts devraient entrer en ligne de compte pour l'octroi d'un contrat pluriannuel.</p> <p>La CREG tient également à rappeler que les montants des seuils d'investissement ont été établis en tenant compte de ces seuls investissements initiaux.</p> <p><u>Catégorisation des investissements</u> FEBEG indique qu'il n'existe pas de barrière rigide entre major overhaul et extension de durée de vie.</p> <p><u>Lifetime</u> La CREG estime que le critère de fin de durée de vie technique permet de lever cette ambiguïté. En effet, une fois la durée de vie technique de la CMU atteinte, tous les investissements réalisés pour ajouter un nombre substantiel d'heures de fonctionnement sont éligibles.</p> <p><u>Durée de vie</u></p>
---	--------------	---	--

	<p>extension, which can be four years in advance of the delivery year. At the very minimum, CREG should look at the lifetime compared to the delivery year. On top of that, it should be emphasized that the planning of large projects, such as a conversion or a lifetime extension, is done in function of an industrial reality, e.g. coordination within portfolio, period of the year, availability of capacity (resources, materials, ...) at EPC, ... and not necessarily the date of the technical end of life.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Having to have announced a definitive closure does not make sense. The consequence of this notification is that the capacity holder will irrevocably lose its Federal Production Permit at the announced moment of closure while the capacity holder can only prequalify when he has a Federal Production Permit or when he has introduced a demand for a Federal Production Permit within the 15 days following the instruction of the Minister to organize a capacity auction. To state the obvious: there's a clear contradiction in the regulatory framework making it impossible to obtain a long term contract for a lifetime extension of an existing power plant. This requirement has several downsides: (1) imposing this step creates unnecessary administrative burden for all parties involved, (2) uncertainty on the permit situation will anyhow discourage investors to participate to a capacity auction and (3) it also limits options to continue operation (e.g. in run to safe failure) if a CRM bid for the lifetime extension of the unit would not be selected. <p><u>Conclusion:</u> FEBEG proposes that long term contracts are not limited to the 'technical lifetime extensions' and recommends considering as eligible all CAPEX (recurrent and non-recurrent) of an investment project that contributes to (1) increasing capacity, (2) adding running hours and/or (3) reducing CO2</p>	<p>La durée de vie techniques correspond à un nombre d'années clairement défini dans les rapports de calibration.</p> <p>Contrairement à ce que prétend FEBEG, il est logique que la fin de la durée de vie technique doive être atteinte au moment de l'enchère puisque la période entre la publication des résultats de l'enchère et le début de la période de fourniture doit être consacrée à la réalisation des travaux.</p> <p><u>Annonce de fermeture définitive</u> FEBEG conteste qu'une fermeture définitive doive être annoncée et que, par conséquent, le permis de production doive être renouvelé.</p> <p>Pour la CREG, il s'agit d'un critère clair qui permet d'établir la différence entre un major overhaul et une fin de vie technique. Par ailleurs, s'agissant du remplacement d'éléments essentiels de l'unité, ses spécificités techniques ainsi que, la plupart du temps sa puissance installée seront modifiés, de sorte qu'une nouvelle demande de permis devra être introduite. Il ne s'agit donc pas d'un obstacle majeur, mais d'une démarche administrative inéluctable.</p>
--	--	--

		<p>emissions (efficiency increase, CCS, equipment for biomethane/hydrogen, ...). This last objective should be added as the CRM is no longer technology-neutral but also used as a policy tool to reduce the CO2 emissions with for example the low carbon tender or the expected trajectories for CO2 emission limits. In addition, FEBEG proposes an assessment of an external expert to certify that all considered CAPEX contribute to one or more of the defined objectives.</p> <p><u>Annex</u> While it is difficult to define clear-cut descriptions of the different investment types, we hereafter provide an “approximative” description of the different investment cycles in a power plant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Minor Inspections: Typically yearly planned small maintenance. • Major Overhauls: Recurrent maintenance every X EOH based on the OEM recommendations. This thus takes place every Y years based on the running regime. <ul style="list-style-type: none"> • “Life Time Extensions”: • After some cycles certain (part of) equipment reaches an end point and needs replacement. Typically this means replacement by an equivalent but new(er) component. • Some parts also become obsolete because there are no spare parts or support available anymore. E.g. power plant control systems: DCS, excitation systems, PLC’s, ... • This also includes investments to bring the power plant again in line with the Best Available Technology e.g. new burners for NOx compliance. • Repowering: This typically means the complete replacement of components and power upgrades. 	
	Engie	[CONFIDENTIEL]	[CONFIDENTIEL]

ANNEXE 3

Avis d'Elia

Point soumis à la consultation	Répondant	Réponse à la consultation	Commentaire de la CREG
Consultation arrêté royal seuils et critères d'investissement			
Article 1		Elia gaat akkoord met de door CREG voorgestelde aanpassing van de definitie voor "dagelijks programma". Elia stelt echter wel voor om de definitie dienovereenkomstig aan te passen in de CRM Werkingsregels V3 om de consistentie in de verschillende documenten te bewaren.	La CREG prend note de l'avis favorable d'Elia
Article 2		Aucun commentaire	
Article 3 Assouplissement temporel des conditions d'éligibilité des coûts d'investissement pour un nombre limité d'enchères	Elia	In artikel 3 van haar voorstel tot Koninklijk Besluit specificeert de CREG de tijdshorizon waarin de initiële investering moet worden besteld om in aanmerking te komen bij het bepalen van een capaciteitscategorie. Op basis van de huidige versie van het Koninklijk Besluit worden investeringen die voor de datum van publicatie van de resultaten van de veiling zijn besteld uitgesloten. In haar aangepaste ontwerp tot Koninklijk Besluit stelt de CREG echter voor om deze tijdshorizon in uitzonderlijke gevallen uit te breiden en investeringen die tot één jaar voor de veiling hebben plaatsgevonden in rekening te brengen, mits er geen T-4 Veiling meer wordt georganiseerd voor de desbetreffende periode van capaciteitslevering. Op basis van ontvangen feedback van marktpartijen ondersteunt Elia het voorstel van CREG om uitzonderlijk investeringskosten die plaatsvinden één jaar voor de veiling in aanmerking te laten komen. Elia is immers op verschillende momenten door marktpartijen op de hoogte gebracht dat in de huidige economische situatie met lange bestel- en doorlooptijden, de huidige periode tussen de "Notice to Proceed" en "Commercial	La CREG prend note de l'avis favorable d'Elia En outre, Elia suggère d'étendre l'horizon de temps à plus d'un an avant la période de fourniture et de ne pas limiter le dispositif à un nombre limité d'enchères. Rendre ce critère d'éligibilité des coûts d'investissement applicable à toutes les enchères n'est pas, selon notre analyse juridique, compatible avec les CEEAG de 2022 qui autorisent ce dispositif à titre exceptionnel Par ailleurs, la participation à une enchère Y-4 est nettement plus opportune pour des projets dont le lead time est supérieur à un an dans la mesure où elle permet de passer commande après avoir obtenu la garantie de bénéficier d'une rémunération de capacité.

	<p>Operation Date” tot 18 maanden kan bedragen voor bijvoorbeeld batterijprojecten. In de huidige marktomstandigheden en op basis van lopende aanbestedingsprocedures bij leveranciers van batterijonderdelen blijken leveranciers momenteel niet in staat te zijn om componenten te leveren binnen een periode van 12 maanden. Elia verwijst hiervoor naar onder andere de publieke consultatie op de ontwerpnota voor de Low Carbon Tender en naar de publieke consultatie op de LCT en CRM Werkingsregels. Gezien de huidige economische situatie het dus niet toelaat om binnen de periode van één jaar een project te verwezenlijken (bv. batterijprojecten), ondersteunt Elia het voorstel van de CREG om uitzonderlijk ook investeringskosten die vroeger hebben plaatsgevonden in aanmerking te Advies Elia inzake het Ontwerpvoorstel van Koninklijk besluit tot vaststelling van de investeringsdrempels & criteria 5 laten komen. Dit in het belang van de liquiditeit voor de Y-1 veilingen voor de periodes van capaciteitslevering '24 –'25 (zijnde de LCT), '25 – '26 en '26 – '27. Daarnaast wenst Elia op te merken dat in andere reeds door de Europese Commissie goedgekeurde CRMs ook kosten in aanmerking worden genomen voor het toekennen van meerjarencontracten die reeds voor de publicatie van de veilingresultaten zijn gemaakt. Elia verwijst hiervoor bijvoorbeeld naar het Verenigd Koninkrijk waar investeringen tot 77 maanden voor de start van de eerste periode van capaciteitslevering kunnen worden meegenomen. Ten slotte verwijst Elia ook naar bijkomende feedback van marktpartijen rond de moeilijkheid van het behalen van de nodige permits binnen de gestelde termijnen en is van mening dat dergelijke issues wellicht ook kunnen beschouwd worden als uitzonderlijke omstandigheden (zolang de vergunningsvereisten niet afgestemd zijn met een haalbaar traject voor ontwikkelaars). Gezien de precedenteren in andere</p>	
--	---	--

		reeds door de Europese Commissie goedgekeurde CRMs en het feit dat een doorlooptijd van één jaar op basis van het huidige framework voor bepaalde investeringen structureel te kort is, is Elia van mening dat het voorstel van CREG permanent kan worden opgenomen in het Koninklijk Besluit en dus van toepassing wordt op alle Y-1 CRM veilingen, zoals ook gevraagd door marktpartijen tijdens de publieke consultatie	
Article 6, §1er Indexation des seuils d'investissement de 30%	Elia	Elia geeft geen oordeel over de specifieke hoogte van de voorgestelde investeringsdrempels en begrijpt dat de CREG een gefundeerde keuze dient te maken en dat dit de nodige afwegingen met zich meebrengt. Echter stelt Elia vast dat de CREG simpelweg een stijging van 30% heeft toegepast op de bestaande investeringsdrempels. Elia stelt zich de vraag of hierbij de feedback van marktpartijen, en het creëren van een voldoende 'level playing field' tussen de verschillende technologieën, alsook tussen bestaande en nieuwe capaciteiten, afdoende in rekening werden gebracht. Zeker met het oog op het maximaal bevorderen van de concurrentie en aldus een lagere kost voor de CRM. Op basis van bovenstaande en de feedback van marktpartijen lijkt het Elia dan ook excessief om de investeringsdrempels op te trekken met 30%, wat mogelijks niet bijdraagt aan het principe van de laagste kost.	La CREG prend note du fait qu'Elia n'émet pas d'avis au sujet de la hauteur des seuils proposés. La CREG tient à rappeler qu'elle n'est pas à l'origine du niveau actuel des seuils et que le seul objectif de sa proposition est de maintenir ces seuils à leur niveau initial en termes constants.
Article 6, §3		Aucun commentaire	
Article 7, §1er		Aucun commentaire	
Article 11		In artikel 11 heeft de CREG een clausule toegevoegd op basis waarvan CREG een aanvraag afwijst voor een capaciteit die niet door Elia is geprekwalificeerd voor veilingen die plaatsvinden in het jaar waarin de klasseringsaanvraag wordt ingediend. Elia gaat akkoord met deze toevoeging, gezien dergelijke capaciteit	La CREG prend note de l'avis favorable d'Elia

		uiteraard niet in aanmerking komt om deel te nemen aan een veiling die dat jaar plaatsvindt.	
Article 19		Aucun commentaire	
Lignes directrices relatives à l'éligibilité des coûts			
		Aucun commentaire	